

Revitaliser l'éducation dans la perspective du
Programme universel 2030 et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique

SOUS-THEME 4

La promotion de la paix et de la citoyenneté mondiale à travers l'éducation

Document de synthèse



Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
14 - 17 mars 2017 – Diamniadio (Dakar), Sénégal



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Document de synthèse

Par

Mary KANGETHE
Coordonnatrice thématique

Ce document a été préparé par l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA)
pour sa Triennale 2017 qui se déroulera à Dakar, Sénégal.

REMERCIEMENTS

Ce document est le résultat d'une synthèse des conclusions des forums de discussion régionaux, des consultations en ligne et d'une revue des documents analytiques ainsi que des présentations. Par conséquent, il a tiré parti de l'existence d'un référentiel de savoirs, d'expériences et de pratiques riche et diversifié. Je tiens à remercier particulièrement tous les contributeurs – gouvernements, monde universitaire, secteur privé, agences de développement et de coopération et toutes les personnes que je ne pourrais citer ici et dont les précieux apports ont largement contribué à la synthèse. Ma profonde gratitude au Prof. Jean-Bosco BUTERA pour son soutien et ses conseils dans la préparation de ce document notamment dans la revue et le contrôle qualité.

TABLE DES MATIÈRES

ABREVIATIONS ET ACRONYMES	ii
TABLEAU DES FIGURES	iii
DEFINITIONS OPERATIONNELLES	iv
RESUME ANALYTIQUE	v
1.0. INTRODUCTION	1
1.1. Contexte du document	1
1.2. Objet du document	2
1.3. Objectifs du document	3
1.4. Méthodologie	3
2.0. DOMAINES THEMATIQUES POUR CONSTRUIRE LA PAIX ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE	3
2.1. Introduction	3
2.2. Interventions systémiques pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale	4
2.3. Interventions basées sur le programme d'études pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale	11
2.4. Partenariats et collaborations pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale	20
2.5. Questions transversales	23
2.6. Quelques défis dans les initiatives de paix et d'ECM à travers l'éducation	26
3.0. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	26
3.1. Conclusion	26
3.2. Recommandations	27
BIBLIOGRAPHIE	30

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ADEA	Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
ECM	Éducation à la Citoyenneté Mondiale
GCRC	Gestion des conflits et des risques de catastrophes
GPE	Partenariat mondial pour l'Éducation
INEE	Réseau Inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence
NCIC	National Cohesion and Integration Commission (Commission nationale de Cohésion et d'Intégration)
NU	Nations Unies
ODD	Objectif de développement durable
ONG	Organisations non gouvernementales
OSC	Organisation de la Société civile
PCA	Position commune de l'Afrique
PPP	Partenariat Public Privé
PQIP	Pôle de qualité inter-pays
RDC	République démocratique du Congo
RMS	Rapport Mondial de Suivi
RSCMA	Rivers State Conflict Management Alliance
STI	Science, Technologie et Innovation
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

TABLEAU DES FIGURES

Figure 1: Cadre pour la construction et la promotion de la paix et de la citoyenneté mondiale à travers l'éducation.....	4
Figure 2: Changements dans la réforme du programme d'études pour l'Education à la paix et à la Citoyenneté mondiale	12
Figure 3: Pédagogie transformationnelle.....	14
Figure 4: Modèle de réponse proposé pour un soutien psychosocial au niveau de l'école	17

DEFINITIONS OPERATIONNELLES

Education à la citoyenneté mondiale (ECM) : fait référence au renforcement du sentiment d'appartenance et de respect pour la diversité afin de promouvoir un sentiment de citoyenneté aux niveaux communautaire, national et mondial.

Education à la paix : fait référence au processus de promotion du savoir, des compétences, attitudes et valeurs nécessaires pour engendrer des modifications de comportement qui permettront aux enfants, aux jeunes et aux adultes de prévenir les conflits et la violence, tant ouverts que structurels, afin de résoudre les conflits de manière pacifique ; et pour créer les conditions propices à la paix, au niveau intra-personnel, interpersonnel, intergroupe, national ou international (UNICEF 1999).

Compétences du 21^e siècle : fait référence à un ensemble de connaissances, compétences, habitudes professionnelles, et traits de caractère que les apprenants doivent acquérir pour pouvoir faire face aux problèmes de la vie quotidienne. Les compétences incluent la résolution de problèmes, la créativité, le travail d'équipe, la communication et l'utilisation de technologies.

Education tenant compte des conflits : implique une analyse du contexte de l'éducation en prêtant attention à l'interaction entre l'éducation et l'environnement immédiat et la mise en œuvre de programmes qui influencent les capacités de l'éducation à promouvoir la paix.

Réduction des risques de catastrophe : fait référence aux approches préventives et d'atténuation pour affronter les catastrophes

RESUME ANALYTIQUE

L'Agenda 2063 pour l'Afrique et la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA) 2016-2025 prévoient des mesures pour la promotion de la paix à travers la politique et les réformes systémiques. Cet instrument régional pour le développement fournit un cadre aux programmes d'études novateurs, ainsi qu'aux interventions basées sur l'institutionnel à travers l'éducation formelle et non-formelle. Ce document de synthèse vise à identifier les principaux défis et faciliter le dialogue sur l'Éducation à la paix et la citoyenneté mondiale (ECM) en Afrique. Le document présente aussi un cadre pour promouvoir la paix, l'ECM et les meilleures pratiques novatrices sur le thème. Il présente aussi des recommandations clés et la voie vers l'avant pour la paix et l'ECM en Afrique.

L'objectif général de ce document est d'analyser et de présenter de manière concise le rôle de la paix et de l'ECM dans la promotion d'une compréhension mutuelle dans et entre les nations et communautés africaines. Les objectifs spécifiques sont les suivants : identifier des défis en matière de paix et d'ECM en Afrique ; lancer et faciliter le dialogue entre les acteurs sur la paix et l'ECM ; présenter un cadre pour promouvoir la paix et l'ECM ; et identifier et documenter les meilleures pratiques sur la paix et l'ECM pour les développer et les reproduire. Ce document a été développé à travers une approche participative qui impliquait des consultations virtuelles et en face à face et une étude documentaire sur la construction de la paix et les initiatives ECM en Afrique et au-delà. Le travail impliquait un appel à propositions, avec pour résultat la soumission de documents sur le Sous-thème. Ce rapport reconnaît trois domaines thématiques pour construire la paix à travers l'éducation : l'adoption d'interventions systémiques axées sur la réforme de l'éducation à la paix, l'intégration de la paix et de l'ECM dans le programme d'études et la conclusion de partenariats horizontaux et verticaux requis tant avec les acteurs étatiques que non étatiques pour faciliter une mise en œuvre efficace de la paix et des programmes d'ECM. Sont également discutées les questions transversales qui affectent la mise en œuvre de l'éducation à la paix et la citoyenneté mondiale, telles que celles concernant les Technologies de l'information (TIC), les jeunes et le genre.

Interventions systémiques sur l'éducation à la paix et la citoyenneté mondiale en Afrique

Étant donné le rôle important de l'éducation à la paix et la citoyenneté mondiale, les interventions systémiques sont essentielles. Les données laissent à penser qu'une éducation équitablement accessible, de qualité, pertinente et qui tient compte des conflits peut aider à promouvoir la paix et offrir des environnements sûrs. Par ailleurs, lorsque l'offre d'éducation est caractérisée par l'exclusion et l'injustice, l'éducation peut exacerber le conflit. L'éducation qui prend en compte le conflit implique en premier lieu une analyse du conflit sur les systèmes éducatifs, les structures et l'offre, afin d'identifier les moteurs du conflit et de la violence, suivie d'interventions concrètes et réalistes pour maximiser les capacités d'instaurer la paix à travers l'éducation. Les données obtenues lors de l'analyse du conflit permettent de comprendre le contexte dans lequel les services d'éducation sont offerts. Ceci devrait aller de pair avec l'intégration du conflit et de la réduction du risque de catastrophe dans la planification et la programmation du secteur de l'éducation. C'est une nouvelle intervention visant à développer la résilience pour atténuer les catastrophes tant naturelles que causées par l'homme, et se pencher sur le lien de causalité mutuelle entre les conflits et les catastrophes. Le Burkina Faso et l'Ouganda comptent au nombre des pays africains ayant intégré le conflit et la réduction de risque de catastrophes. La création d'un environnement d'apprentissage sûr demande l'intégration des principes de sécurité, santé et protection des apprenants, non-discrimination et pédagogie transformationnelle dans les politiques et les plans éducatifs. Le concept

implique également la protection des écoles contre une attaque et l'occupation militaire pendant le conflit.

Il incombe aux gouvernements africains de garantir que le programme d'études et les services d'éducation sont culturellement et économiquement pertinents pour les contextes locaux, avec un accent particulier mis sur les minorités, les nomades et autres communautés itinérantes. Les gouvernements ont également besoin de développer d'autres opportunités d'éducation pour les adolescents et les jeunes marginalisés et à risque. Cela devrait être mis en œuvre à tous les niveaux de l'éducation, incluant l'école primaire et secondaire. Ces autres opportunités incluent des programmes d'apprentissage accélérés, une formation professionnelle et technique, une éducation aux compétences nécessaires à la vie, à la paix et à la citoyenneté mondiale.

Interventions basées sur le programme d'études pour l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale

Concernant les interventions basées sur le programme d'études pour l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale, ce rapport propose un changement de paradigme dans l'élaboration du programme d'études pour aller vers l'adoption d'approches qui améliorent l'internalisation des connaissances, les valeurs et attitudes pour la construction de la paix. Ceci peut se réaliser en mettant l'accent sur les compétences, plutôt que sur les contenus, des évaluations formatrices plutôt que sommatives et un enseignement flexible, axé sur l'apprenant. Le rapport propose une éducation religieuse interconfessionnelle qui aide les apprenants à connaître et apprécier, non seulement leur propre foi, mais aussi celles de leurs communautés. Cette compréhension mutuelle peut jouer un rôle important dans la réduction des positions religieuses extrémistes. Les meilleures pratiques dans la promotion de la paix à travers l'éducation religieuse peuvent être celles du royaume du Maroc qui a travaillé pour rationaliser et moderniser l'éducation islamique par le biais du développement des capacités des enseignants sur une plateforme électronique. L'expérience de Minhaj-ul-Quran International est une tentative de s'attaquer au défi de l'extrémisme violent dans le cadre d'interventions auprès des jeunes à travers le programme d'études.

L'analyse a révélé des niveaux différents de soutien psychosocial qui incluent le soutien de la famille et de la communauté, l'offre de services fondamentaux, la construction de la résilience et du soutien spécialisé. Les établissements d'enseignement, en liaison avec les partenaires publics et privés, doivent fournir des services spécifiques qui renforcent les capacités pour la protection et le soutien psychosocial, ainsi que faciliter une intervention psychosociale appropriée auprès des apprenants en cas de situation critique.

L'Afrique a besoin de maximiser la connaissance indigène de la construction de la paix dans l'éducation à travers des interviews et des recherches pour documenter les traditions indigènes en matière de construction de la paix ; le développement de programmes d'études pour transmettre les approches indigènes ; la préparation de matériel d'enseignement et d'apprentissage ; et la conclusion de partenariats avec les organisations gouvernementales, les établissements d'enseignement, les associations professionnelles d'enseignants et les organisations non gouvernementales.

Affronter l'histoire difficile et controversée d'un pays à travers l'éducation est un concept qui n'a presque pas été exploré dans la plupart des pays sur le continent. Il implique de développer les capacités à réfléchir historiquement, hypothétiquement et imaginativement à la raison pour laquelle

les gens ont agi comme ils l'ont fait dans le passé. On aide les apprenants à dialoguer sur les choix disponibles pour les individus et la possibilité d'autres choix qui auraient pu avoir été faits. Cette approche continue à explorer les questions difficiles de jugement, de mémoire et la nécessité d'une participation civique responsable pour prévenir l'injustice et protéger la démocratie maintenant et à l'avenir. L'utilisation de parcs commémoratifs pour encourager de vraies discussions sur le passé d'un pays est un outil puissant pour aborder une histoire difficile comme le génocide au Rwanda.

Partenariats et collaborations dans l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale

Le thème sur les Partenariats et Collaborations dans l'Éducation à la Paix et la Citoyenneté mondiale identifie les Blocs Économiques Régionaux (BER) comme essentiels pour offrir une opportunité importante de collaboration dans l'éducation à la paix et la citoyenneté mondiale parmi les pays membres. En Afrique de l'Ouest, un partenariat entre quinze (15) pays¹ a contribué à la promotion de la paix dans la région par le biais du développement en ligne des capacités des enseignants et le développement et la diffusion de matériels de formation qui ont également été traduits en langues locales. Le Partenariat public privé (PPP) est une tendance émergente dans laquelle les acteurs étatiques et non étatiques coopèrent pour faire avancer leurs intérêts mutuels. Les échanges au niveau de la base impliquent des partenariats intersectoriels, basés sur la communauté à tous les niveaux de l'éducation. La collaboration avec la société civile exploite le soutien de la communauté pour les initiatives de paix à travers l'éducation formelle et non formelle dans les établissements d'enseignement supérieur et de base.

Questions transversales

Pour transformer l'explosion démographique de jeunes en avantage pour l'Afrique, il faudrait institutionnaliser des interventions comme la formation et l'autonomisation des jeunes, la création de possibilités d'emploi, les programmes de parrainage et la promotion des compétences entrepreneuriales. Des stratégies efficaces et durables pour construire la résilience et promouvoir la paix et la sécurité devraient s'intéresser aux inégalités entre les sexes en garantissant une participation égale des femmes et des hommes. L'engagement des hommes comme des femmes dans la prise de décision sur la prévention et la résolution de conflit constitue donc une initiative cruciale pour une paix durable. D'autres interventions basées sur le genre incluent : promouvoir les acquis de l'apprentissage notamment chez les filles, offrir des opportunités, exploiter les opportunités présentées par l'éducation dans la période post-conflit pour promouvoir des interventions transformatrices chez les femmes et garantir des stratégies aux niveaux du système et de la classe pour promouvoir des environnements équitables pour les hommes et les femmes. De telles interventions devraient inclure la prévention de la violence basée sur le sexe dans les zones touchées par un conflit. La technologie est à double tranchant en matière de paix. D'une part, elle offre une grande opportunité d'améliorer les systèmes d'alerte rapide à tous les niveaux et d'améliorer la communication pour promouvoir la prévention, l'atténuation et la gestion des effets d'un conflit violent. D'autre part, elle peut être utilisée pour encourager les citoyens et développer des alliances en cas de conflit. Aucune technologie n'est un remède magique pour les problèmes humains et de ce fait, comprendre l'utilisation potentielle et appropriée des technologies peut nous permettre de travailler de manière plus efficace et novatrice.

¹ Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

1.0. INTRODUCTION

1.1. Contexte du document

Les conflits violents constituent un des plus grands défis du développement dans le monde. Le continent africain a eu sa part de défis ayant entraîné souffrance humaine, pauvreté, injustice et stagnation économique. Les enfants et les systèmes éducatifs sont souvent aux premières lignes de ces conflits violents. Selon le Partenariat Mondial pour l'Éducation (2016), 50 % des enfants déscolarisés du monde sont en Afrique, dont la majorité est issue de pays touchés par des conflits. Alors que les établissements d'enseignement sont censés être des endroits sûrs pour l'apprentissage et le développement de tous les apprenants, les élèves et les établissements d'enseignement sont aujourd'hui en première ligne des conflits armés comme des cibles légitimes. Les établissements d'enseignement sont également utilisés comme zones de combat lors de conflits armés, et les enseignants et les fonctionnaires d'éducation sont directement visés. Un autre défi important à l'établissement d'une culture de paix dans les établissements d'enseignement a été la violence basée sur le sexe, commise par les parties prenantes de l'éducation sur les apprenants (UNESCO 2015).

Un défi émergent dans le monde et le continent africain est la montée d'un extrémisme radical et violent, surtout parmi les jeunes. Ces groupes adoptent des idéologies politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses de plus en plus extrêmes et utilisent des moyens non démocratiques et violents pour atteindre leurs objectifs. Le secteur de l'éducation est affecté en ce sens que les groupes attaquent des établissements d'enseignement et recrutent également des membres des communautés scolaires, y compris des élèves. Les pays africains sont également confrontés au défi de s'attaquer objectivement aux causes structurelles profondément enracinées des conflits, créés par des injustices historiques, la marginalisation et la corruption.

L'éducation joue un rôle important dans le développement et l'amélioration des compétences des ressources humaines pour le développement socio-économique et politique. Un aspect essentiel de cet effort consiste à améliorer les capacités de s'attaquer aux défis qui entravent le développement comme les conflits violents. Dans ce contexte, la paix et l'Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) insiste sur le besoin urgent de développer des citoyens mondiaux dotés de hautes valeurs morales et d'intégrité, des connaissances requises, compétences, valeurs et attitudes nécessaires pour créer des sociétés justes, pacifiques, inclusives, sûres et durables. L'ECM améliorera et nourrira une approche plus profonde et meilleure du développement humain et garantira donc la prospérité et une grande qualité de vie pour tous dans un environnement sûr et propre.

Pour créer des individus complets, l'éducation doit aller au-delà de l'acquisition de connaissances et du développement de compétences cognitives, pour inculquer des valeurs, compétences relationnelles et des attitudes qui facilitent et favorisent la transformation structurelle et la coopération internationale. Cet esprit est repris dans l'Agenda 2063 pour l'Afrique et la Stratégie Continentale de l'Éducation pour l'Afrique (CESA) 2016-2025, des instruments clés du développement de l'Agenda de l'éducation de l'Afrique. Cette thèse est également reprise dans l'Agenda de l'Éducation 2030.

L'Afrique a des cultures diverses, des groupes ethniques multiples et des religions et des langues différentes. Il est donc urgent que ses populations apprécient et vivent pleinement cette diversité. L'Agenda 2063 pour l'Afrique prévoit : « Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses

propres citoyens et représentant une force dynamique dans l'arène mondiale » avec le slogan – *L'Afrique que nous voulons.*” Un des sept buts de « *L'Afrique que nous voulons* » est un continent pacifique et sûr, où règne l'harmonie parmi les communautés, en commençant par la base. La gestion efficace de cette diversité aboutira à la coexistence pacifique entre les communautés et à la transformation socio-économique. Pour accomplir ceci, il faut encourager une culture de paix et de tolérance chez les Africains, notamment les enfants et les jeunes, à travers la paix et l'ECM. Ceci à son tour enseignera et inculquera le respect des autres, de leur histoire, de leurs traditions et valeurs, et encouragera également une culture de paix et de compréhension dans le continent. Il est prévu que d'ici à 2063, l'Afrique aura ancré une culture de droits de l'homme, la démocratie, l'égalité des sexes, l'inclusion, la paix, la prospérité, la sécurité et la sécurité pour tous les citoyens.

L'Objectif Stratégique 10 de la Stratégie Continentale de l'Education pour l'Afrique 2016-2025 insiste sur la promotion d'une éducation de paix, de prévention et de résolution de conflit à tous les niveaux de l'éducation et pour toutes les tranches d'âge. Cet objectif sera réalisé à travers la formulation de politiques nationales de la paix et d'ECM par les ministères de l'Education en collaboration avec les partenaires, notamment la société civile ; le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de la paix et de l'ECM à tous les niveaux ; le développement et la diffusion de matériels d'enseignement et d'apprentissage sur l'éducation à la paix et l'ECM ; l'utilisation de pratiques et d'expériences de construction de la paix novatrices dans les différents pays et réseaux africains ; et le renforcement des initiatives et des activités du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'éducation pour la paix. Dans le cadre des ODD, les Objectifs 4 et 16 soulignent l'importance de la paix et de l'ECM pour le développement durable. L'Objectif 4 encourage la paix et l'ECM à travers les dispositions suivantes : l'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation et la formation ; et garantir un accès égal à tous les niveaux d'éducation et de formation professionnelles aux vulnérables, notamment les personnes handicapées, les peuples indigènes et les enfants en situations vulnérables. La cible 7 de l'Objectif 4 insiste sur l'acquisition de connaissances et de compétences pour le développement durable, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la promotion d'une culture de paix et de non-violence, la citoyenneté globale et l'appréciation de la diversité culturelle.

L'Objectif 16 prévoit la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l'accès à la justice pour tous, et des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Les indicateurs de cet objectif incluent : la réduction de toutes les formes de violence et des taux de mortalité qui en découlent partout ; mettre fin aux abus, à l'exploitation, au trafic et à tous les formes de violence et de torture contre les enfants ; la promotion de la règle de droit aux niveaux national et international ; et garantir à tous un accès égal à la justice. En outre, cet Objectif prévoit le renforcement des institutions nationales pertinentes, de la coopération internationale, du renforcement des capacités à tous les niveaux, la prévention et la gestion de la radicalisation et de l'extrémisme violent et la promotion et la mise en œuvre de lois et politiques non discriminatoires.

1.2. Objet du document

La Triennale 2017 de l'ADEA, dont le thème *“Revitaliser l'éducation dans la perspective de l'Agenda mondial 2030 et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique”*, fournit une plateforme pour le savoir et le partage d'expériences en vue de la réalisation du développement durable en Afrique. Le sous-thème 4 de la Triennale, *“Construire la Paix et la Citoyenneté mondiale à travers l'Education”*, est axé sur le développement des capacités pour le respect de la diversité, la solidarité, l'inclusivité, la culture

démocratique, la coopération et la citoyenneté mondiale pour la promotion des droits, devoirs et responsabilités. Ce Document de Synthèse vise à identifier des défis clés, ainsi qu'à ouvrir et stimuler un dialogue sur la paix et l'ECM en Afrique. Le document présente également un cadre pour la promotion de la paix et de l'ECM et propose les meilleures pratiques novatrices sur le thème. Il présente également des recommandations clés et la voie vers l'avant pour la paix et l'ECM en Afrique.

1.3. Objectifs du document

L'objectif général de ce document est d'analyser et de présenter de manière concise le rôle de la paix et de l'ECM en Afrique dans la promotion de la compréhension mutuelle dans et entre les nations et les communautés. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- i. identifier les défis en matière de paix et d'ECM en Afrique.
- ii. ouvrir et stimuler le dialogue sur la paix et l'ECM parmi les acteurs.
- iii. présenter un cadre pour promouvoir la paix et l'ECM.
- iv. identifier et documenter les meilleures pratiques sur la paix et l'ECM à développer et reproduire.

1.4. Méthodologie

Ce papier a été rédigé à travers une approche participative qui impliquait des consultations virtuelles et en face à face et une étude documentaire sur la construction de la paix et les initiatives ECM en Afrique et au-delà. Le travail impliquait un appel à propositions, qui a abouti à la soumission de documents sur le sous-thème. Seize (16) résumés et neuf (9) documents complets ont été reçus sur le sous-thème. Un forum consultatif régional pour la région de l'Afrique Centrale a été organisé les 30 et 31 mai 2016 à Libreville au Gabon, pour donner aux participants des orientations sur la Triennale et des informations sur la paix et la citoyenneté mondiale en Afrique. Les participants se composaient de responsables de l'éducation, de dirigeants de syndicats d'enseignants, de représentants d'agences des Nations Unies, de membres des sociétés civiles et de Députés de la République Centrafricaine, de la République démocratique du Congo (RDC) et du Gabon. Le forum a été suivi par le Symposium panafricain sur l'Education, la Résilience et la Cohésion Sociale organisé à Addis Abeba en Ethiopie, du 1er au 3 juin 2016. Les représentants de 14 pays africains, de l'Union africaine, des agences des Nations Unies et des chercheurs africains et internationaux ont assisté à ce forum. Les 47 rapports présentés dans les symposiums basés sur les expériences et les recherches des pays ont contribué au développement de ce travail analytique.

La première version de ce document a été validée par une réunion consultative continentale organisée au Caire en Egypte, les 22 et 23 novembre 2016.

2.0. DOMAINES THEMATIQUES POUR CONSTRUIRE LA PAIX ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE

2.1. Introduction

La paix et la citoyenneté mondiale apportent un changement qui reconnaît le rôle de l'éducation pour aller au-delà du développement du savoir et des compétences cognitives pour construire des valeurs, des compétences comportementales et des attitudes qui encouragent la transformation sociale et facilitent la coopération internationale. Cela aboutira finalement à l'instauration d'un monde juste,

pacifique, inclusif, sûr et durable. A cette fin, ce rapport reconnaît la nécessité pour les ministères de l'éducation d'ancrer la paix et la citoyenneté mondiale dans leur politique et leurs cadres juridiques, à intégrer la paix et l'ECM dans le programme d'études et à conclure des partenariats horizontaux et verticaux avec les acteurs tant étatiques que non étatiques pour faciliter une mise en œuvre efficace de la paix et des programmes d'ECM. Sont discutées les questions transversales affectant la mise en œuvre d'une éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale comme les Technologies d'Information et de Communication (TIC), les jeunes et les questions en rapport avec le genre.

La Figure 1 montre le cadre conceptuel adopté par ce rapport dans la discussion sur l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale en Afrique.

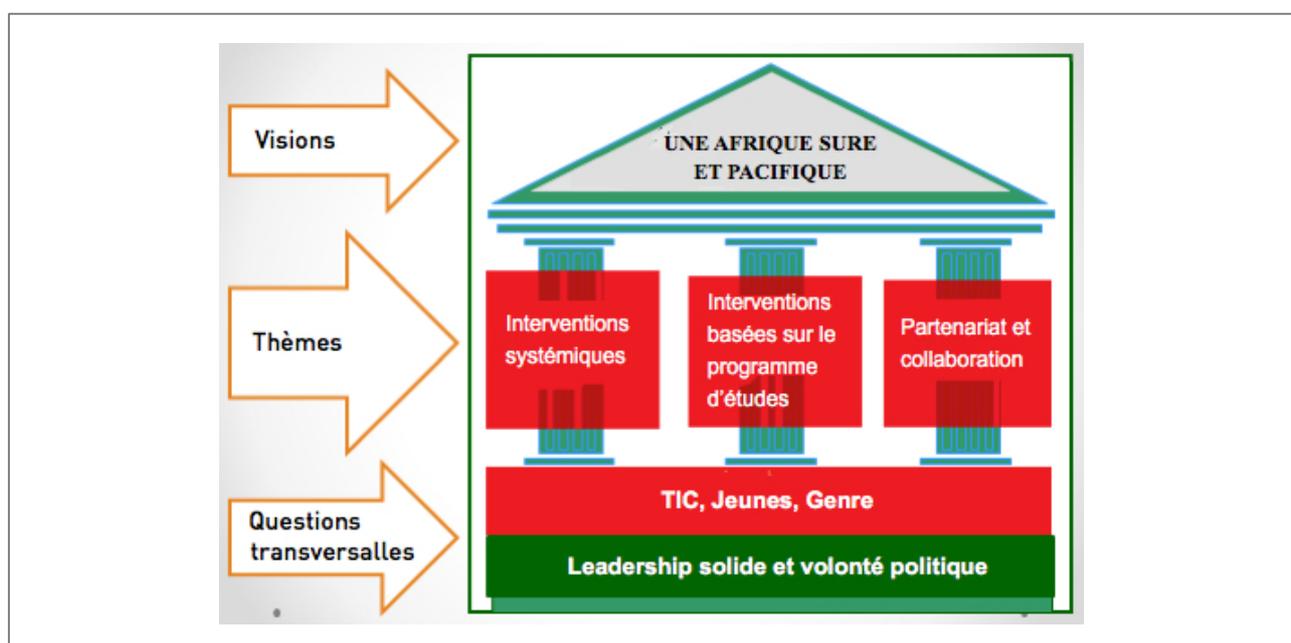


Figure 1: Cadre pour la construction et la promotion de la paix et de la citoyenneté mondiale à travers l'éducation

2.2. Interventions systémiques pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale

L'éducation est essentielle à la construction de la paix, mais possède deux facettes. D'une part, si elle est accessible de manière équitable, est de bonne qualité et pertinente et prend en compte le conflit, elle peut aider à promouvoir la paix et à offrir des environnements sûrs. D'autre part, quand l'offre d'éducation est caractérisée par l'exclusion et l'injustice, elle peut exacerber le conflit. C'est pour cette raison que des efforts délibérés sont nécessaires pour mettre en place des politiques et stratégies idoines pour maximiser les effets positifs de l'éducation. CESA 2016-2025 vise à promouvoir une Afrique paisible et sûre à travers l'enracinement d'une culture de paix, prospérité, sécurité et inclusion. Cela ne peut être accompli qu'avec des changements de paradigme des politiques éducatives et en planifiant de nouvelles approches incorporant la promotion de la paix sur le continent. La politique et les plans éducatifs devraient également être ancrés dans des cadres juridiques fondés et réalisables.

Interventions systémiques pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale en Afrique

Les gouvernements africains ont pris une série d'engagements pour la promotion de la paix et de la citoyenneté mondiale. En 2009, sept ministres de l'Éducation ont signé le Communiqué de Mombasa² engageant leurs gouvernements à formuler et renforcer les politiques et stratégies pour assurer une mise en œuvre effective, un suivi et une évaluation des programmes d'éducation à la paix. Cet engagement a été réitéré avec le Communiqué de Naivasha³ dans lequel neuf (9) ministres africains de l'éducation ont promis de mettre en œuvre un plan d'action sur la promotion de la paix à travers l'éducation. L'engagement le plus récent était à Addis Abeba, en Éthiopie le 3 juin 2016 où 13 ministres de l'éducation et chefs de délégation ont signé 'Le Communiqué 2013 d'Addis Abeba'⁴ s'engageant à se concentrer sur le renforcement des systèmes éducatifs à travers l'intégration du conflit, du risque et de l'analyse des genres dans la planification et la programmation du secteur de l'éducation.

Une analyse des politiques, plans et programmes du secteur de l'éducation de huit pays africains (Botswana, Côte d'Ivoire, RDC, Kenya, Liberia, Somalie, Sud-Soudan et Tanzanie) en 2013⁵ a révélé qu'une amélioration de la volonté politique au niveau national s'est traduite par l'intégration de la construction de la paix dans les politiques et plans du secteur de l'éducation. Toutefois, l'actualisation de ces interventions de politique a été minée par l'absence de capacités dans les ministères de l'Éducation pour traduire les engagements en actions et former des partenariats souhaitables au niveau national et scolaire. Ci-dessous quelques interventions systémiques proposées pour renforcer l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale sur le continent :

a. Education qui prend en compte le conflit

Une méthode efficace pour promouvoir la paix et la citoyenneté mondiale à travers l'éducation consiste à développer des politiques et plans d'éducation qui prennent en compte le conflit. Cela implique d'effectuer une analyse du conflit sur les systèmes, les structures et l'offre d'éducation pour identifier les moteurs du conflit et de la violence et ensuite développer une intervention concrète et réaliste qui exerce une influence sur les capacités à instaurer la paix à travers l'éducation. Divers pays africains incluant le Burkina Faso, le Liberia, La Sierra Leone et le Sud-Soudan ont entrepris des analyses de conflit pour leurs systèmes éducatifs. Une leçon clé tirée de ces expériences est que les inégalités dans l'éducation basée sur le sexe, la région, la culture et la religion renforcent la vulnérabilité de toute la population au conflit. L'offre d'une éducation qui prend en compte le conflit améliore donc le résultat des initiatives de construction de la paix⁶.

² Le Communiqué (2009) de Mombasa signé par l'Angola, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Soudan, l'Ouganda, www.adeanet.org/en/system/files/mombasa_communique_sep_2009_eng.pdf.

³ Le Communiqué 2012 de Naivasha, signé par l'Angola, le Botswana, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Liberia, le Mozambique, le Sud Soudan, la Tanzanie, www.ineesite.org/en/resources/report-and-outcomes-of-the-icqn-on-peace-education-workshop, www.adeanet.org/en/activities/international-workshop-of-the-icqn-pe.

⁴ Le Communiqué d'Addis Abeba signé par le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Liberia, Mali, le Nigeria, La République Centre Africaine, la République démocratique du Congo, La Sierra Leone, la Somalie, le Sud Soudan, le Tchad, l'Ouganda le 3 juin 2016, disponible sur : www.unicef.org/somalia/SOM_feature_PASeducationResilienceSocialCohesion.pdf.

⁵ Cette synthèse a été compilée par le PQIP Education pour la paix pour être présentée lors d'un atelier à Naivasha organisé du 4 au 6 décembre 2012, ayant pour thème "Encourager une communauté de pratique en Afrique pour promouvoir la paix à travers l'éducation".

⁶ UNICEF 2016: Report on the Pan-African Symposium on Education Resilience and Social Cohesion, (Rapport sur le Symposium Panafricain sur la Résilience de l'Éducation et la Cohésion sociale) Addis Abeba, Juin 2016.

Planification du secteur de l'éducation prenant en compte le conflit au Sud Soudan

Ceci est une étude de cas qui présente le processus de conduite d'une analyse du secteur de l'éducation et de l'élaboration d'un plan du secteur éducatif (PSE) dans les contextes à risques, dans le but d'illustrer le potentiel transformationnel de l'éducation à travers une planification à long terme, des mesures de prévention et la préparation.

Elle a été menée par le ministère de l'éducation du Sud Soudan, en partenariat avec l'UNESCO, l'IIPE, l'UNICEF et le PEIC. Elle impliquait un renforcement de la coordination des partenaires par les gouvernements; l'intégration de la sécurité, la résilience et la cohésion sociale dans la planification de l'éducation et le programme d'études; le développement des capacités des parties prenantes de l'éducation; l'analyse du système dans des domaines comme la performance par rapport à la démographie; l'efficacité interne; l'élargissement de la participation au niveau central et au niveau de la base; et la mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation.

Les leçons tirées sont les suivantes : le leadership du Gouvernement et la forte participation des autorités nationales renforcent l'appropriation et l'alignement des efforts des partenaires. Développer les capacités pour une planification du secteur de l'éducation qui prend en compte la crise est un long processus qui peut finalement être miné par la crise elle-même. Le processus de planification peut contribuer à encourager la cohésion sociale. Une coordination effective des partenaires par les gouvernements et une complémentarité organisationnelle garantissent une forte coordination, pour soutenir efficacement les ministères de l'éducation dans l'élaboration de plans qui prennent en compte la crise.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246090e.pdf>

Les données produites par le biais de l'analyse du conflit permettent une compréhension du contexte dans lequel les services d'éducation sont fournis. Une analyse de l'action réciproque entre l'éducation et le contexte encourage le développement et la mise en œuvre d'interventions qui maximisent les effets positifs de l'éducation sur la construction de la paix, tout en s'attaquant en même temps aux impacts négatifs d'éducation. Une si large compréhension limite le risque de voir les investissements dans l'éducation augmenter des tensions dans la société.

b. Intégrer le Conflit et la Réduction de Risque de Catastrophes

Dans l'Aperçu des Besoins Humanitaire⁷ 2015, tous les pays africains visés par l'assistance humanitaire présentaient des contextes où les crises étaient induites et/ou exacerbées par un conflit. L'Agenda 2063 pour l'Afrique inclut les domaines prioritaires suivants : la durabilité environnementale, les ressources naturelles, la gestion des risques et des catastrophes, la paix et la sécurité. L'intégration de la réduction du risque de catastrophe dans la planification et la programmation du secteur de l'éducation est une intervention émergente visant à construire la résilience pour atténuer les catastrophes tant naturelles que causées par l'homme, et à s'attaquer également au lien de causalité mutuelle entre les conflits et les catastrophes. Le Burkina Faso et l'Ouganda comptent au nombre des pays africains qui ont intégré le conflit et la réduction de risque de catastrophes. Le processus implique l'adoption d'approches tant ascendantes et descendantes pour améliorer les niveaux de participation des parties prenantes, la formation des enseignants et le développement et l'utilisation d'outils d'auto-évaluation axés sur l'école pour la GCRC.

⁷ UNOCHA, Aperçu des besoins humanitaires 2015. Un appel global pour soutenir les personnes affectées par les catastrophes et les conflits.

S'attaquer aux conflits et risques de catastrophes dans et à travers l'éducation : Leçons d'Ouganda

La guerre civile en Ouganda qui dure depuis des décennies s'est terminée par un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement d'Ouganda et l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) en 2006. Depuis la fin de la guerre civile, l'Ouganda a enregistré une réduction impressionnante de la pauvreté, mais reconnaît que les inégalités ethniques continuent à menacer les relations entre les groupes.

En outre, l'instabilité dans les pays avoisinants a engendré un afflux de réfugiés transfrontaliers venus du Sud Soudan, de la république démocratique du Congo (RDC) et du Burundi. Outre les risques indiqués ci-dessus, les catastrophes naturelles continuent à peser sur l'offre de services sociaux, y compris l'éducation. Les inondations, les tremblements de terre, les glissements de terrain, les sécheresses, les épidémies, les destructions des récoltes, les maladies du bétail ont touché près de 5 millions de personnes entre 1980 et 2010 dans les différents districts (IDMC, 2014). El Nino continue à avoir un impact sur 33 districts à haut risque, apportant des niveaux de précipitations inhabituellement élevés et des inondations.

Le gouvernement d'Ouganda, à travers son ministère de l'éducation et des sports (MES) a adopté une approche de l'éducation qui prend en compte les crises, connue sous le nom de Gestion des conflits et risques de catastrophes (GCRC). L'initiative est mise en œuvre à travers un partenariat avec le programme construction de la paix, éducation et plaidoyer de l'UNICEF. L'UNESCO-IIPE et d'autres partenaires doivent renforcer les capacités du secteur de l'éducation en GCRC en opérationnalisant les cadres de politique GCRC aux niveaux central, du district et de l'école. L'initiative impliquait le développement de directives GCRC aux niveaux national et de l'école, une approche descendante qui impliquait le renforcement des capacités individuelles (au niveau national) dans l'intégration de la GCRC dans les politiques et plans du secteur de l'éducation en Ouganda. Ceci allait de pair avec une approche descendante pour le développement des capacités des enseignants et des responsables de l'éducation de deux districts sélectionnés, et le développement pour les écoles d'outils d'auto-évaluation axés sur le district et l'école, ainsi qu'un guide du plan scolaire de la GCRC.

Les enseignements appris incluent ce qui suit : combiner des approches descendantes et ascendantes permet le développement d'une masse critique de capacités individuelles et organisationnelles pour la GCRC à tous les niveaux et augmente la pression sur les décideurs aux niveaux central et du district pour aller vers un environnement politique propice et fournir un financement adéquate pour les activités GCRC. Des plans de développement au niveau local peuvent être un point d'entrée prometteur pour prévenir et atténuer les conflits et les risques de catastrophes, comme le peuvent les politiques locales telles que les décrets et les ordonnances. Passer de pratiques de planification ad hoc à une planification GCRC basée sur des faits exige des capacités organisationnelles et individuelles bien développées. Les stratégies de prévention et d'atténuation au niveau central et décentralisé s'amélioreront une fois que les défis actuels auront été réglés. Les mesures de développement des capacités doivent refléter une compréhension du contexte et des facteurs qui limitent les capacités des individus et des institutions à offrir des résultats pertinents et durables pour la GCRC.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246092e.pdf>

c. Créer un environnement d'apprentissage sûr

Un des sept piliers de CESA 2016-2025 est la création et le développement permanent d'un environnement d'apprentissage propice sans aucune forme d'abus. Cela demande l'intégration des principes de sécurité, santé et protection des apprenants, non-discrimination et pédagogie transformationnelle dans les politiques et les plans d'éducation. Le concept implique également de protéger les écoles contre les attaques et l'occupation militaire pendant le conflit. Une étude conduite sur la violence dans les établissements d'enseignement⁸ révèle que diverses formes de violence sont toujours répandues dans les établissements d'enseignement, dont un nombre important commises par les enseignants. Au nombre des interventions mises en place pour promouvoir des environnements d'apprentissage sûrs on trouve des politiques anti harcèlement, des politiques de protection de l'enfant et la création « d'écoles amies de l'enfant » dans des pays comme le Kenya, le Mozambique, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Des pays comme la République Centrafricaine ont adopté des 'Déclarations d'Ecoles Sûres' qui engagent les signataires à créer des écoles sûres et à ne pas utiliser les écoles pour des activités militaires⁹.

Ecoles amies des enfants au Nigeria

L'initiative Ecole amie des enfants au Nigeria montre que la mise en œuvre au niveau de l'école d'une éducation basée sur les compétences utilisant une approche intégrée a produit des changements positifs en terme de changement d'attitude des élèves par rapport à la non violence et la sensibilisation à des possibilités de résolution de conflits sans violence. Ceci a abouti à une réduction de la violence, du harcèlement, une amélioration de la discipline et des relations entre les enseignants et les élèves.

Fadokun, James *"Creating a culture of nonviolence and learning and living together in Nigerian schools: a preliminary evaluation of UNICEF Violence-free school in Nigeria initiative."*

d. Politiques de réforme du programme d'études

Les tendances globales dans l'éducation et la formation indiquent un glissement vers des programmes qui encouragent la réalisation maximum du développement potentiel et optimal du capital humain. Les partisans de ce paradigme soutiennent qu'à moins que les compétences des jeunes ne soient développées pour le travail, ils seront finalement exclus d'une participation active dans leurs sociétés. Ceci implique d'encourager l'acquisition de compétences nécessaires au 21^e siècle dans l'éducation et la formation. L'Afrique a besoin de cadres de politique de programmes d'études qui renforcent la paix et la citoyenneté mondiale. Ceux-ci incluent l'adoption de modèles de programme d'études qui prévoient des passerelles flexibles qui développent les capacités et les talents de tous les apprenants ; l'amélioration de l'efficacité dans l'offre d'éducation et la réduction du gaspillage à tous les niveaux, l'amélioration des approches pédagogiques qui soutiennent la créativité, l'innovation et l'esprit critique ; et la création d'un environnement propice pour un apprentissage basé sur les performances. Il est également impératif d'intégrer les problèmes rattachés à l'affrontement des expériences difficiles, passées, historiques dans les processus de réforme du programme d'études. L'adoption de telles réformes réduit les inégalités dans l'éducation

⁸ School-related gender-based violence is preventing the achievement of quality education for all (La violence en milieu scolaire basée sur le genre empêche la réalisation d'une éducation de qualité pour tous) <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002321/232107e.pdf> (2015).

⁹ Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA 2014).

et améliorerait l'accès à une éducation de qualité, créerait une opportunité pour les dialogues et encouragerait la participation des apprenants, aboutissant à une cohésion sociale améliorée.

e. Accès, équité et paix

Les conflits, la violence et les injustices peuvent engendrer des crises et entraver la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays africains. L'exclusion sociale est une cause principale de fragilité et est à l'origine de griefs historiques. L'histoire de l'exclusion et de la marginalisation a eu comme conséquence importante un faible sentiment d'identité collective. Les citoyens peuvent souvent être déçus quand ils ne voient pas les avantages de l'éducation dans leurs propres communautés. Les planificateurs de l'éducation doivent donc prêter attention aux différentes dimensions de la reconnaissance d'identité et de la distribution des ressources.

L'éducation a des liens importants avec les sphères sociales, économiques et politiques d'une société. Comme mentionné précédemment, elle est essentielle à la formation de l'identité (aux niveaux de l'individu et de la société) et peut promouvoir des sociétés cohésives et contribuer à la construction de l'état. D'autre part, l'éducation peut également miner ces processus. Par exemple, l'offre inéquitable de services ou un programme d'études et des méthodes d'enseignement biaisés peut renforcer l'exclusion et les stéréotypes existants. Les systèmes éducatifs, notamment le type et la qualité de l'éducation dispensée, peuvent soit alimenter la marginalisation, l'aliénation et les risques de conflit, soit contribuer à l'inclusion sociale, au développement économique et à une paix durable et à la stabilité.

Il incombe aux gouvernements africains de garantir que le programme d'études et les services d'éducation sont culturellement et économiquement pertinents aux contextes locaux, avec un accent particulier sur les minorités, les communautés nomades et autres communautés mobiles, tout en développant simultanément des opportunités d'éducation alternatives pour les adolescents et les jeunes marginalisés et à risque. Ces opportunités alternatives incluent des programmes d'apprentissage accéléré, une formation professionnelle et technique, une éducation aux compétences nécessaires à la vie et une éducation à la paix et la citoyenneté mondiale. La recherche indique que les bergers en Afrique de l'Est se sentent marginalisés par un système où le programme d'études est sans rapport avec leur vie et ne reconnaît pas leur culture ou mode de vie¹⁰. De telles expériences dans le système éducatif peuvent encourager les conflits. Il est donc nécessaire que le programme d'études national soit adapté au contexte du marginalisé, du vulnérable et du difficile à atteindre. Des politiques comme les initiatives d'Éducation Universelle, visant à améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation, doivent être exhaustives et inclure les apprenants marginalisés, vulnérables et difficiles à atteindre à tous les niveaux, comme le montre l'étude suivante :

Accès et qualité des écoles privées urbaines bon marché : Implications pour construire la paix et la citoyenneté mondiale

Une étude transversale menée dans 230 écoles sur 15 000 élèves, 671 enseignants et 5854 ménages dans ces grands lotissements sauvages au Kenya, a révélé que pour que les jeunes puissent acquérir les attributs de la paix et la citoyenneté mondiale, le secteur de l'éducation doit adopter et mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'équité et la non-discrimination. Les pays africains ont introduit des politiques d'éducation universelle qui ont abouti à une

¹⁰ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2010 : Atteindre les marginalisés.

augmentation de l'inscription dans les écoles primaires. Dans les zones urbaines, où un nombre important d'enfants de familles pauvres vivent dans des lotissements sauvages (connus sous le nom de bidonvilles), les parents choisissent d'envoyer leurs enfants dans des écoles non publiques payantes, en raison de la distance importante entre la maison et les écoles primaires publiques. Les systèmes scolaires avec des inscriptions de plus en plus nombreuses dans les écoles payantes dans les quartiers pauvres et qui sont à peine réglementées et fonctionnent dans un environnement non convivial pour l'enfant, risquent de créer des citoyens qui se sentent négligés. Les jeunes qui grandissent dans un tel environnement pourraient facilement se retrouver attirés par les gangs, les sectes et même des groupes terroristes. L'étude s'est penchée sur le lien entre l'éducation à la paix et la construction de la paix et l'éducation des enfants et des jeunes dans des lotissements urbains sauvages.

Cette section offre des leçons importantes tirées de l'étude. Elargir les opportunités d'accès à l'éducation primaire seule en raison des politiques d'éducation universelle, ne résoudra pas les inégalités et ne pourra donc réaliser l'accès universel à une éducation de qualité, à la construction de la paix et à la citoyenneté mondiale. Ce cadre de politique d'éducation universelle, à travers lequel des subventions sont essentiellement allouées aux seules écoles publiques, peut créer des inégalités, semant ainsi les graines de la discorde chez les jeunes pauvres des zones urbaines qui pourraient facilement tomber dans le crime. Ceci fait de la construction de la paix un mirage et ne va pas dans le sens de l'Agenda 2063 et de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016–2025 qui identifient la radicalisation et l'extrémisme violent comme des défis importants en Afrique. Les faits démontrent qu'il existe un nombre inacceptablement élevé d'enfants issus de familles pauvres des lotissements sauvages qui sont inscrits dans les « écoles privées pour les pauvres » en raison de l'impression d'une meilleure qualité de l'éducation. Les faits sont utiles pour amener les parties prenantes de la politique à repenser les cadres de mise en œuvre d'une politique en faveur des pauvres et à réorienter les subventions publiques dans les zones urbaines vers les quartiers pauvres, en tant que stratégie de construction de la paix et de la citoyenneté mondiale.

Moses Ngware et al. (2013) "*Quality and Access to Education in Urban Informal Settlements in Kenya*"

f. Prévenir et gérer les formes émergentes de violence

Il existe un intérêt grandissant pour les stratégies visant à prévenir et à s'attaquer à la radicalisation et l'extrémisme violent, avec un accent sur les deux facteurs d'incitation et de répulsion. Les études sur les formes émergentes de violence reconnaissent le lien entre l'extrémisme violent et d'autres formes de violence comme la violence intercommunautaire et de gang (Ministère de l'Éducation du Kenya, 2016). Les interventions proposées aux gouvernements africains incluent le dialogue interconfessionnel à tous les niveaux de l'éducation, notamment les universités, en identifiant les signes d'alerte précoce d'un extrémisme violent chez les jeunes, encourageant les universités et les organisations de recherche à effectuer une recherche régulière sur les tendances en évolution de la radicalisation et de l'extrémisme violent pour informer le gouvernement et les praticiens du développement sur les stratégies novatrices pour répondre à l'extrémisme violent et impliquer les enfants et les jeunes dans le leadership et la gouvernance (ADEA 2016). Les interventions de politique efficaces pour les jeunes incluent la fourniture d'un large cadre à travers le développement de politiques nationales pour la jeunesse qui servent à asseoir des interventions à travers l'éducation, en garantissant la participation effective des jeunes dans le processus de développement d'un plan

du secteur de l'éducation et d'une politique d'éducation, en utilisant les jeunes comme agents et ressources de coexistence pacifique, plutôt que comme victimes et malfaiteurs.

2.3. Interventions basées sur le programme d'études pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale

L'Objectif stratégique 10 de CESA 2016-2025 prévoit la promotion de l'éducation à la paix, la prévention et la résolution de conflit à tous les niveaux de l'éducation. Cela demande des interventions basées sur le programme d'études qui incluent : la formation d'enseignants, d'administrateurs, de gestionnaires, de parents et d'étudiants à tous les niveaux de l'éducation ; et le développement et la diffusion de matériels d'enseignement et d'apprentissage sur l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale. Une culture de paix devrait également être généralisée dans tous les établissements d'enseignement. On considère que ces interventions basées sur le programme d'études renforceront les attitudes positives, les connaissances nécessaires à la vie, l'éthique et les valeurs et l'intégrité, pour promouvoir la paix et la cohésion sociale aux niveaux communautaire, national, régional et mondial.

La citoyenneté mondiale peut être un terme relativement nouveau dans le lexique du programme d'études du développement dans les pays africains. Toutefois, les composants de l'ECM comme les droits de l'homme, la citoyenneté, les relations internationales, la paix, la résolution de conflit, la démocratie et l'éducation environnementale ont toujours été intégrés dans les matières scolaires, notamment l'histoire et le gouvernement, les sciences sociales et l'éducation religieuse et l'éducation aux compétences nécessaires à la vie. Le programme d'études offre une voie importante à travers laquelle l'éducation à la paix et la citoyenneté mondiale peut être améliorée pour garantir une paix durable dans le monde. A cet égard, le programme d'études devrait tenir compte du fait que les apprenants passent la plupart de leurs années de formation à l'école, ce qui présente des opportunités pour modeler et renforcer les valeurs sur lesquelles se forme la personnalité de l'apprenant. La tendance émergente dans la réforme de programme d'études est l'adoption d'une approche de l'éducation basée sur la valeur qui créera des opportunités d'apprentissage dans les dimensions formelles, non formelles et informelles pour inculquer les valeurs souhaitées à tous les apprenants.

La mise en œuvre d'une éducation basée sur la valeur exige de repenser le programme d'études existant sur le plan du contenu, du matériel d'enseignement et d'apprentissage, de la pédagogie et des évaluations de l'apprentissage. Ci-dessous quelques interventions basées sur le programme d'études en vue d'une éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale :

a. Changement de paradigme dans le développement du programme d'études

Pour une mise en œuvre efficace de l'éducation à la citoyenneté mondiale, il est nécessaire de prévoir un changement de paradigme dans l'élaboration du programme d'études : passer d'un programme d'études basé sur le contenu à un programme d'études basé sur les compétences et qui inclut les compétences personnelles ; de l'évaluation de ce qui a été appris à l'évaluation de ce qui améliore l'apprentissage ; d'un programme d'études normatif à un programme flexible ; de l'évaluation sommative et la compétition aux évaluations formatrices équilibrées axées sur la compréhension et l'application ; de l'accent mis sur la scolarité à l'accent mis sur l'éducation ; de l'approche dirigée par les enseignants à l'autonomie de l'apprenant comme le montre la Figure 2.

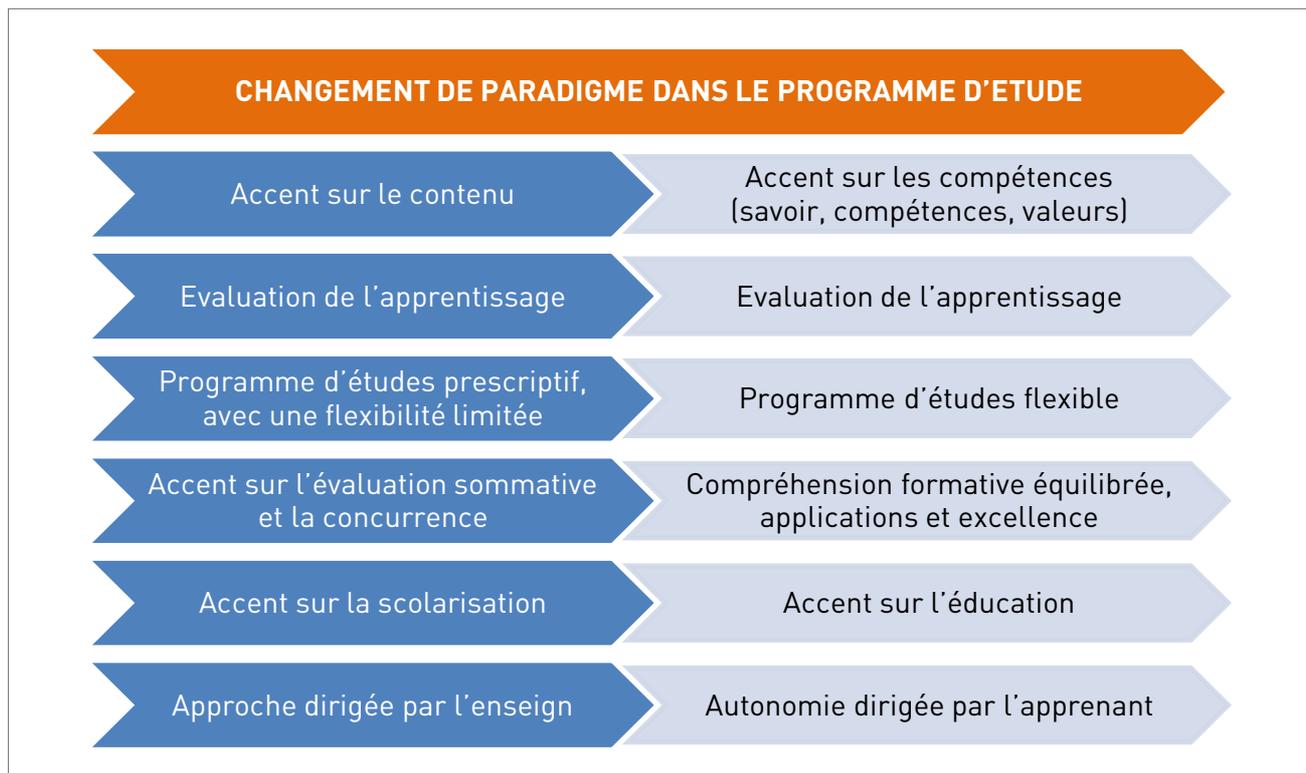


Figure 2: Changements dans la réforme du programme d'études pour l'Education à la paix et à la Citoyenneté mondiale

Adopté du cadre de réforme de programme d'études du Kenya Institute Curriculum Development (KICD) (2016)

Les pays africains tels que le Bénin, le Kenya, Madagascar, la Mauritanie, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda ont déplacé l'accent, passant d'un programme d'études basé sur l'objectif à un programme basé sur la compétence, où l'éducation à la paix et l'ECM sont une compétence critique, comme l'éducation concerne la citoyenneté et va au-delà de l'alphabétisation et de l'aptitude au calcul.

b. Enseignement interactif et matériels d'apprentissage

Les matériels éducatifs pour bâtir la paix et la citoyenneté globale devraient renforcer le contenu de l'apprentissage, permettre aux élèves de se livrer à l'application de concepts et fournir une opportunité de pleine participation dans le processus d'apprentissage. Les matériels devraient prévoir un apprentissage basé sur l'activité et expérimental. Les enseignants doivent utiliser un large éventail de matériels de stimulation et de matériels intéressants pour enseigner les concepts exposés dans le programme d'études et garantir que les élèves sont activement impliqués dans leur apprentissage. Le passage de manuels basés sur le contenu aux classeurs où les apprenants sont responsables de leur propre matériel d'apprentissage facilitera l'internalisation des concepts de paix et d'ECM. Les registres d'apprentissage individuel, utilisés avec les classeurs, sont un outil puissant pour le suivi des réflexions personnelles, de l'apprentissage et de la croissance psychologique. C'était une des leçons tirées du programme Learning to Live Together (Apprendre à Vivre ensemble) au Kenya.

Les matériels d'enseignement et d'apprentissage pour la paix et l'ECM doivent être dans une langue que les apprenants comprennent facilement, si possible dans la langue maternelle pendant les premières années. Les matériels peuvent inclure des histoires vraies ou fictives qui ont une influence positive sur le comportement des apprenants. Chaque image, information et exercice dans l'histoire a le potentiel de transférer des valeurs, des attitudes et des compétences personnelles rattachées à la paix et à la citoyenneté mondiale.¹¹

c. Promouvoir la paix et la citoyenneté mondiale dans les cadres formels

L'éducation à la paix et l'ECM peuvent être intégrées dans le programme d'études formel à travers des stratégies d'injection et d'intégration. La mise en œuvre devrait commencer à un stade précoce lorsque les enfants acquièrent les connaissances d'alphabetisation. L'éducation à la paix et l'ECM a été également mise en œuvre comme une matière isolée. Un bon exemple est la Corée du Sud où elle est enseignée comme une matière séparée obligatoire intitulée 'Activités Expérimentales Créatrices'.

Apprentissage Expérimental Créatif en Corée du Sud

Le projet vise à renforcer la collaboration, la créativité et la formation du caractère chez les élèves. Les élèves entreprennent des activités telles que le bénévolat communautaire et la protection de l'environnement. L'apprentissage expérimental créateur est réalisé à travers des thèmes tels que l'éducation à la citoyenneté démocratique, l'éducation multiculturelle et l'éducation pour la compréhension internationale, l'éducation pour le développement durable, l'éducation pour l'égalité des sexes, l'éducation aux droits de l'homme, l'initiation aux médias et l'alphabetisation numérique. Ces thèmes transversaux sont intégrés dans tout l'éventail d'activités éducatives et des matières connexes. Il utilise l'apprentissage transformationnel, axé sur l'apprenant et participatif. Les conclusions de l'évaluation montrent que, suite à la mise en œuvre du projet, la motivation et l'engagement d'enseigner dans le pays s'en sont trouvés améliorés. Le projet fournit également un cadre à la pédagogie transformationnelle pour un apprentissage de qualité qui peut être imité par d'autres pays. En outre, le programme d'études offre une flexibilité dans la sélection du contenu par les apprenants pour diverses activités expérimentales, qui constituent un point d'apprentissage pour tous.

www.unescobkk.org

Les clubs d'étudiants (sports, musique, théâtre, art, etc.) sont des voies importantes pour promouvoir la paix à travers des initiatives en classe. Les écoles, les facultés et les universités ont l'opportunité de former des associations tant avec les acteurs étatiques que non étatiques pour garantir l'intégration de ces activités dans le cadre des activités de l'institution.

d. Pédagogie transformationnelle

Un des défis importants de la mise en œuvre des initiatives de paix dans le secteur de l'éducation est l'absence chez les enseignants de capacités d'utilisation de méthodologies qui encouragent le

¹¹ Margaret Sinclair 2013 (révisé) : Learning to Live Together: Education, Conflict Resolution, Responsible Citizenship, Human Rights, Humanitarian Norms.

développement et l'internalisation de compétences, valeurs et attitudes pour une coexistence pacifique.

La Figure 3 présente un modèle de pédagogie transformationnelle basée sur l'analyse des informations et des pratiques en Afrique.

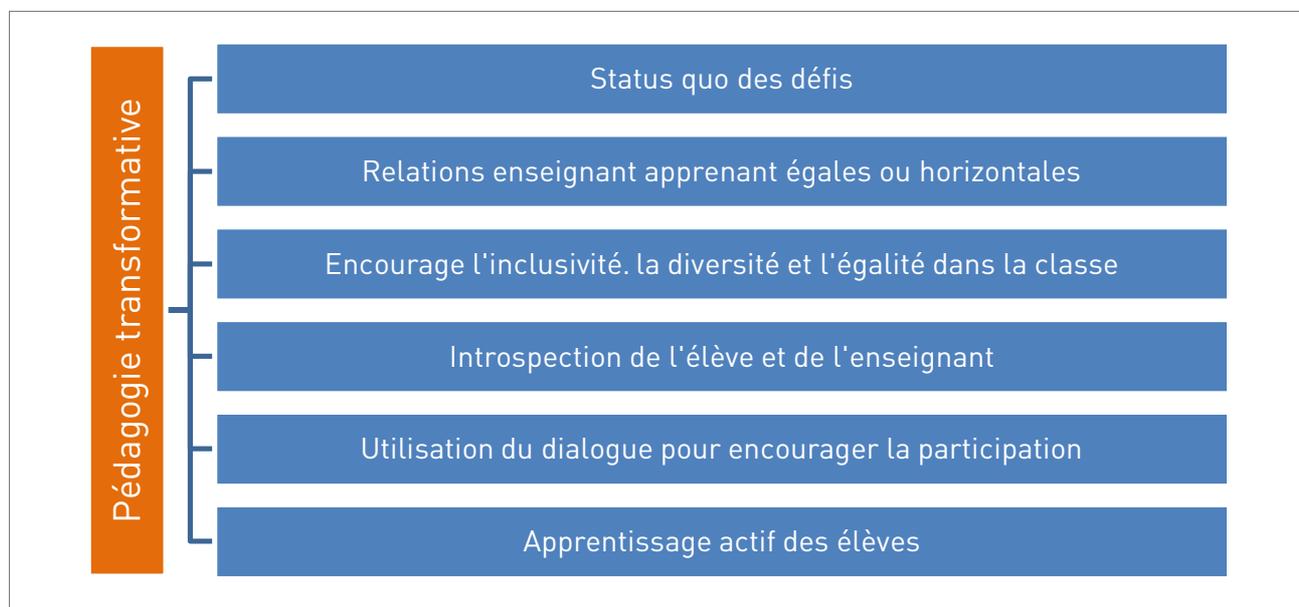


Figure 3: Pédagogie transformationnelle

La pédagogie transformationnelle concerne l'enseignement et l'apprentissage actifs qui permettent à l'enseignant comme aux élèves d'examiner d'un œil critique leurs convictions, valeurs et connaissances, dans l'objectif de développer une base de connaissances réfléchies, d'apprendre à regarder les choses sous des angles multiples et d'acquérir une conscience critique. Les enseignants devraient appliquer les principes de paix et d'ECM dans leur comportement et leur relation avec les élèves. Ceci appelle à un changement radical du style didactique de l'enseignement, qui place les enseignants dans une position de pouvoir et de contrôle sur les élèves, pour adopter une relation de collaboration entre enseignant et apprenant dans laquelle tous les deux apprennent simultanément l'un de l'autre. La pédagogie transformationnelle devrait être ancrée dans une culture institutionnelle de paix et de non-violence. Cela aurait pour résultat une classe sûre et sécurisée où les droits et la dignité de tous sont respectés et où les conflits sont résolus d'une façon paisible et non violente.

Programme Apprendre à Vivre ensemble (Learning to Live Together (LTLT)) au Kenya, Nigeria et Tanzanie

Le Programme Learning to Live Together (LTLT) (Apprendre à Vivre Ensemble) est un programme interculturel et inter confessionnel pour une éthique de l'éducation, dispensé dans des cadres formels et informels pour aider les enfants et les jeunes à prendre des décisions éthiques réfléchies basées sur des valeurs qui encouragent le respect des autres cultures et croyances. Le programme LTLT encourage la valeur du respect chez les enfants et les jeunes, leur enseignant à apprécier et à nourrir leur spiritualité. Il aide les enfants à développer des compétences, accroître leurs connaissances et à nourrir des attitudes qui leur donnent la possibilité d'apprendre

à vivre et à agir dans une société plurielle. Les approches LTLT utilisent des méthodologies qui fournissent un espace d'échange, d'interaction, de découverte, de pensée critique et de réflexion. Les principales caractéristiques du programme sont décrites ci-dessous :

- L'apprentissage basé sur l'expérience utilise les expériences et une réflexion ciblée pour accroître les connaissances, développer les compétences et expliquer les valeurs
- L'apprentissage coopératif qui encourage une interdépendance positive chez les étudiants pour apprendre et créer chez les participants la perception qu'ils ne peuvent atteindre leur objectif que si tous les membres contribuent à la tâche qui leur est confiée
- L'apprentissage basé sur les problèmes aide les participants à jouer un rôle actif, à être axé sur leur tâche et à avoir le contrôle de soi.
- L'introspection donne aux participants la chance d'identifier et d'évaluer leurs pensées profondes, sentiments et désirs

<https://ethicseducationforchildren.org/images/zdocs/Learning-to-Live-Together-En.pdf>

e. Renforcer l'éducation religieuse

L'éducation religieuse donne aux apprenants l'opportunité de développer des valeurs morales et éthiques. Alors que la religion doit encourager la foi, les valeurs morales et éthiques dans la société, il est impératif de s'assurer que ceci est fait de façon à respecter les autres et leur diversité. Une des façons d'amener à apprécier la diversité est d'adopter un apprentissage interconfessionnel. Cela aide les apprenants à connaître et apprécier non seulement leur propre foi, mais également à avoir une compréhension approfondie de ce en quoi d'autres croient et les points communs qu'ils partagent. Les points communs et les chevauchements devraient former une base pour les apprenants pour agir ensemble sur des préoccupations communes démontrant notre humanité commune et notre interdépendance. Un des rôles clés de l'éducation religieuse est de défendre des valeurs religieuses et culturelles qui encouragent la franchise, l'honnêteté et l'empathie envers d'autres êtres humains.

L'émergence de la violence basée sur une idéologie a fait prendre conscience du rôle de l'éducation pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Les idées religieuses radicales et extrêmes ont été citées comme une des nombreuses causes de ce problème actuel dans le monde. L'éducation religieuse peut jouer un rôle important pour prévenir le développement d'idées religieuses extrémistes. Les meilleures pratiques dans la promotion de la paix à travers l'éducation religieuse peuvent être tirées du royaume du Maroc qui a travaillé pour rationaliser et moderniser l'éducation islamique à travers le développement des capacités des enseignants sur une plateforme électronique. D'autres interventions incluent l'intégration des études religieuses et des sciences humaines pour faciliter une ouverture équilibrée, couplée avec l'utilisation de moyens modernes et avancés et d'outils d'éducation qui encouragent la modération dans la religion.

L'expérience de Minhaj-ul-Quran International présente une tentative de s'attaquer au défi de l'extrémisme violent chez les jeunes à travers le programme d'études :

Introduction au Programme d'études Islamique sur la Paix & le Contre-terrorisme de Minhaj-ul-Quran International

Il s'agit d'une initiative d'éducation à la paix qui non seulement aide à éradiquer l'extrémisme religieux, mais favorise également la paix dans la société ainsi que la cohésion communautaire.

Le programme d'études cherche à contrer les récits extrémistes et cible les mosquées, écoles, séminaires et écoles coraniques pour les enfants musulmans et non musulmans. L'initiative reconnaît que les Imams de la communauté, les enseignants religieux, les religieux et les parents doivent prendre soin des enfants et les éduquer pour s'assurer qu'ils sont protégés contre la propagande d'universitaires ou de prêcheurs qu'ils peuvent rencontrer dans leurs établissements d'enseignement, mosquées, clubs et sociétés, réseaux informels d'amis ou en ligne dans les médias sociaux. L'initiative est également basée sur l'hypothèse que certains membres de la communauté musulmane n'ont pas une compréhension adéquate des signes d'une idéologie radicale, et de la manière de contrer les idées radicales avec des arguments basés sur des faits tirés du Coran et de la Sunna, principales sources de connaissance et de préceptes de l'Islam, et de l'éducation classique. C'est la raison pour laquelle toute stratégie pour s'attaquer efficacement au problème doit s'efforcer de sensibiliser non seulement les jeunes, mais aussi les imams, les enseignants religieux et les parents.

Minhaj-ul-Quran International estime également que la plupart des jeunes Musulmans n'ont pas une bonne compréhension de leur religion, de la méthodologie d'interprétation, de la contextualisation des passages du Coran ou des Hadiths, de la formulation des lois, et de la connaissance de l'arabe. Aux vues de ceci, les personnes inexpérimentées risquent d'écouter quiconque sait citer les écritures, pouvant ainsi devenir vulnérable à la radicalisation. C'est avec cela à l'esprit qu'a été préparé le Programme d'études Islamique sur la Paix et le Contre-terrorisme. Minhaj-ul-Quran International a également développé des équipes de gens et des matériels pour parler devant des assemblées scolaires et organiser des ateliers dans les universités.

www.minhaj.org/english/tid/33549/An-introduction-to-Islamic-Curriculum-on-Peace-Counter-terrorism.html

f. Interventions psychosociales pour une cohésion sociale

L'Afrique a été le témoin d'une montée de catastrophes et de conflits violents qui perturbent le cours normal de la vie, engendrent des pertes en vies humaines et la destruction des biens. Les effets néfastes de ces incidents sur l'éducation incluent une perte du temps d'apprentissage ; et le déplacement et le traumatisme chez les apprenants, les enseignants, d'autres membres du personnel et les parents, qui ont un impact négatif sur la capacité des enfants à fonctionner à l'école. Cela demande des interventions psychosociales opportunes et bien planifiées qui donnent aux individus et à leurs communautés le droit de se pencher sur les réactions sociales et psychologiques à des événements importants et de créer une cohésion communautaire.

Les interventions éventuelles des ministères de l'Éducation incluent : le développement de modules psychosociaux ancrés dans les programmes d'études des universités et des instituts de formation des enseignants. Les programmes scolaires nationaux devraient inclure des composants psychosociaux pour faciliter le savoir et les connaissances pour prendre soin de soi et des autres en cas d'urgence. Des services psychosociaux peuvent également être fournis par les experts placés aux niveaux locaux pour offrir une aide professionnelle aux enseignants et apprenants.

La présente un modèle élaboré à partir d'une synthèse des interventions psychosociales qui guident les initiatives dans les établissements d'enseignement pour aider les enseignants, les apprenants et les parents à atténuer et gérer le traumatisme.

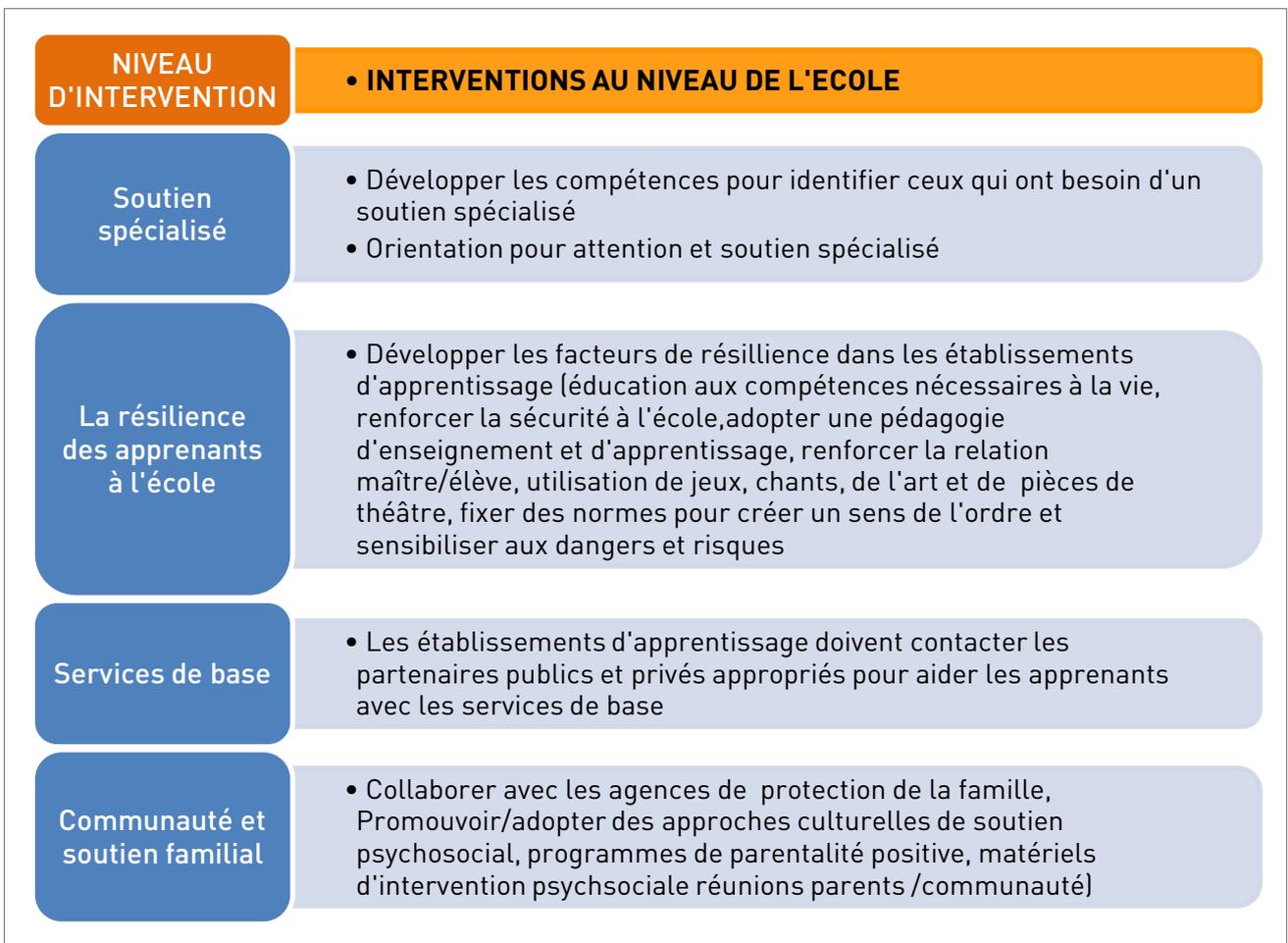


Figure 4: Modèle de réponse proposé pour un soutien psychosocial au niveau de l'école

L'analyse a révélé divers niveaux de soutien psychosocial qui incluent le soutien familial et communautaire, l'offre de services fondamentaux, la construction de la résilience et le soutien spécialisé. Les établissements d'enseignement, en liaison avec des partenaires publics et privés, devraient fournir des services spécifiques pour construire les capacités pour des soins et un soutien psychosociaux, et également faciliter l'intervention psychosociale auprès des apprenants en cas de situation critique.

g. Intégration dans le programme d'études des approches indigènes de construction de la paix

En Afrique, de nombreuses traditions indigènes de construction de la paix insistent sur l'importance de la solidarité sociale réalisée quand les membres de la société respectent l'humanité de l'autre et se préoccupent du bien-être commun et du bien-être mutuel. Une de ces traditions est la perception du monde 'ubuntu', qui est partagée par des communautés de l'Afrique australe, de l'est et centrale. L'idée sous-jacente à l'ubuntu est que tous les humains sont interdépendants. Quatre leçons clés sur la promotion de la paix et de la solidarité sociale peuvent être tirées de la tradition ubuntu. Premièrement, la participation publique est importante dans le processus de construction de la paix parce qu'elle favorise la solidarité sociale. Deuxièmement, il est important de soutenir les victimes comme les auteurs puisqu'ils passent par le processus difficile de faire la paix. Troisièmement, admettre la culpabilité et le remords et octroyer le pardon, sont des façons intéressantes de réaliser

la réconciliation. Quatrièmement, l'empathie pour les autres, en partageant des ressources communes et en travaillant de manière coopérative pour résoudre des problèmes communs. Cette approche indigène importante à la construction de la paix doit être intégrée dans le programme d'études à tous les niveaux de l'éducation, y compris les universités. Les approches indigènes devraient également être combinées avec des valeurs modernes telles que l'égalité des sexes, pour que tous les membres de la société soient inclus dans la construction de la paix.

Les interventions concrètes qui doivent être appliquées pour améliorer la connaissance indigène de la construction de la paix dans l'éducation incluent : conduire des interviews et faire de la recherche pour documenter les traditions indigènes construisant la paix ; le développement des programmes d'études pour transmettre les approches indigènes ; préparer le matériel d'enseignement et d'apprentissage ; et la conclusion de partenariats avec les organisations gouvernementales, les établissements d'enseignement, les associations professionnelles d'enseignants et les organisations non gouvernementales pour disséminer et partager le matériel de formation et le programme d'études.

Cas de la Somalie et du Rwanda dans l'utilisation d'approches indigènes de la construction de la paix

Au nord de la Somalie, une région connue également sous le nom de Somaliland, les établissements de leadership traditionnel et les méthodes traditionnelles de résolution des litiges étaient utilisées pour rassembler les clans et créer une législature et un gouvernement. En s'inspirant de la tradition somalienne et en combinant ses structures traditionnelles avec les institutions modernes de gouvernance comme le Parlement, Somaliland a réussi à maintenir un degré de paix et de stabilité relatives. Certains avancent que Somaliland pourrait être le premier véritable Etat-nation africain car il a été créé en utilisant les normes culturelles indigènes de gouvernance. En ce sens, il est le produit des efforts et des désirs d'unification des clans Somaliens pour former un état. Ceci est exactement l'opposé de presque tous les états postcoloniaux de l'Afrique, créés par les puissances coloniales européennes, divisant arbitrairement les groupes ethniques et créant le décor pour les problèmes et les pathologies qui existent aujourd'hui.

Au Rwanda, le gouvernement utilisait la justice traditionnelle et le système de réconciliation Gacaca, pour répondre aux défis du grand nombre d'auteurs supposés du génocide de 1994. Une leçon importante du système Gacaca est qu'il était organisé sur la base de l'implication de la communauté locale. La communauté locale jouait un rôle majeur dans l'encouragement des coupables à reconnaître ce qu'ils avaient fait, et les victimes étaient impliquées dans la détermination des réparations nécessaires pour que les coupables puissent être réintégrés dans la communauté.

Ces deux exemples montrent la nécessité de mettre en place des programmes d'éducation et de formation pour les responsables et les acteurs de la société civile, basés sur des valeurs culturelles africaines. Des principes culturels progressifs qui encouragent la dignité de l'homme et le bien-être de l'individu et de la société, peuvent donner une bonne idée de la manière dont l'Afrique peut pacifiquement se reconstruire en utilisant son propre système de valeurs indigènes qui insiste sur la promotion de la solidarité sociale.

www.gsdr.org/document-library/african-approaches-to-building-peace-and-social-solidarity/

h. Affronter le passé à travers l'éducation

Les concepts d'affronter l'histoire, qui incluent la promotion de la justice transitionnelle, apparaissent de plus en plus comme des domaines qui ont besoin d'attention à travers l'éducation. Construit sur un cadre intellectuel et pédagogique de synthèse de l'histoire et de l'éthique, ses principes d'apprentissage de base incluent la rigueur intellectuelle, la réflexion éthique, l'engagement émotionnel et service civique. Ses paramètres d'enseignement incorporent les méthodes d'enquête, l'analyse critique, l'interprétation, la compréhension empathique et le jugement. Les enseignants peuvent employer une méthodologie soigneusement structurée pour inciter une réflexion sur les questions complexes de citoyenneté et de comportement humain. Cela commence par une exploration de la nature à multiples facettes de l'identité humaine, suivie par une analyse des questions d'adhésion et d'appartenance, dans laquelle les élèves explorent la tendance humaine à créer 'un autre.' Les élèves développent des capacités de penser historiquement, hypothétiquement et imaginativement à la raison pour laquelle les gens dans le passé ont agi comme ils l'ont fait, les choix qui s'offraient à eux et la possibilité d'autres choix qui pourraient avoir été faits. L'approche affronter l'histoire continue en explorant des questions difficiles de jugement, mémoire et héritage et la nécessité d'une participation civique responsable pour prévenir l'injustice et protéger la démocratie dans le présent et l'avenir. L'utilisation de centres commémoratifs pour encourager de vraies discussions sur le passé d'un pays est un outil puissant pour s'occuper d'une l'histoire difficile comme le cas du Rwanda.

Mémorial du génocide de Kigali au Rwanda

Le mémorial du génocide de Kigali est le dernier lieu de repos de plus de 250 000 victimes du génocide au Rwanda. A travers l'éducation et la construction de la paix, il honore la mémoire de plus d'un million de Rwandais tués en 1994. Il facilite les échanges avec les membres de la communauté, les survivants, les coupables, les sauveurs et les leaders politiques et offre une sensibilisation au génocide et aux efforts de construction de la paix. On y trouve une exposition permanente sur le génocide rwandais et d'autres génocides à travers le monde. Il sert de centre éducatif (un outil éducatif puissant pour la génération suivante), un jardin du souvenir et un centre de documentation nationale.

Le centre est ouvert aux écoles et aux visiteurs nationaux et internationaux. Une visite au centre familiarise les visiteurs avec l'histoire du génocide, son contexte complexe ainsi que ses conséquences durables.

www.kgm.rw

i. Promouvoir la construction de la paix et la citoyenneté mondiale dans les cadres non formels

Dans la plupart des pays, la dimension formelle est le mode principal de fourniture d'une éducation pour la paix et la citoyenneté mondiale. Toutefois, cela devrait être complété par les approches non formelles et informelles.

Cela peut se faire à travers des initiatives menées par les jeunes et une collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et des engagements virtuels. Les jeunes sont dotés de connaissances, attitudes, compétences et pratiques pour apporter un changement positif à tous les niveaux dans leur communauté et société comme l'indique l'étude de cas suivante :

Initiative menée par les jeunes en Afrique du Sud

Activate! est un réseau de jeunes leaders équipés pour mener le changement du bien public dans toute l'Afrique du Sud. Il connecte des jeunes qui ont des capacités, l'estime d'eux-mêmes et l'étincelle pour faire face à des défis durs et lancer des solutions innovantes et créatives qui peuvent refaçonnent la société. C'est un programme sur trois ans pour des jeunes âgés de 20 à 30 ans, identifiés comme étant « des activateurs », ou des mobilisateurs, innovateurs, connecteurs, créateurs de tendances et moteurs du changement.

La première année offre un module d'apprentissage résidentiel qui favorise l'auto découverte, l'auto réflexion collective, le leadership, la gestion de projet et la navigation sociale et politique. Le programme de l'année se termine par une réunion de deux jours des participants de tous types et de tous niveaux. La deuxième année permet de faire le lien entre les activateurs, d'approfondir leurs ressources et d'offrir des opportunités d'échanges et de réseautage. La troisième année est dédiée aux séminaires, ateliers et plateformes d'apprentissage en ligne qui enrichissent le leadership des activateurs pour une innovation publique.

www.activateleadership.co.za

2.4. Partenariats et collaborations pour la paix et l'éducation à la citoyenneté mondiale

L'Agenda 2063 pour l'Afrique souligne la nécessité pour l'Afrique d'avoir des relations et des partenariats mutuellement bénéfiques avec d'autres régions et continents et décrit la nature des partenariats en vue de les rationaliser et de multiplier les avantages des efforts de transformation et d'intégration du continent. Cela peut être réalisé en renforçant les perspectives communes de l'Afrique sur les partenariats et en s'exprimant d'une même voix sur les priorités et les opinions sur les affaires mondiales. Il est donc nécessaire de développer et disséminer un paradigme et une pratique de collaboration entièrement nouveaux qui remplacent les cloisonnements traditionnels qui divisent les gouvernements, les philanthropes et les entreprises privées depuis des décennies par des réseaux de partenariats œuvrant de concert pour créer une société prospère.

L'objectif principal d'un partenariat pour la paix est d'augmenter la stabilité, de réduire les menaces contre la paix et de construire des relations solides et sûres. Les Blocs Economiques Régionaux (BER) sont essentiels pour garantir la paix et la stabilité dans leurs régions et offrent donc une opportunité importante de collaboration sur l'éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale parmi les pays membres. En Afrique de l'Ouest, un partenariat entre quinze (15) pays a contribué à la promotion de la paix dans la région par le biais du développement en ligne des capacités des enseignants et le développement et la diffusion de matériel de formation traduit en langues locales.

Education à la paix pour le développement en Afrique de l'Ouest

UNESCO Dakar coordonne un projet d'éducation à la paix pour le développement en Afrique de l'Ouest. Le projet a pour titre officiel « Consolidation de la politique de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la promotion de l'éducation aux droits de l'homme, à la citoyenneté et la culture de la paix, la démocratie et l'intégration régionale dans le système formel d'éducation de 15 Etats membres, notamment dans les pays post- conflit ». Lancé en 2006, le projet vise à promouvoir une culture de la paix, les droits de l'homme, la citoyenneté, la démocratie et l'intégration régionale comme moyens d'instiller des valeurs de paix dans l'esprit

des jeunes en Afrique de l'Ouest. Le projet qui couvre les 15 pays de la CEDEAO est financé par la Banque africaine de développement.

Le projet a été mis en œuvre en deux phases ; la première axée sur les moyens d'enseigner la culture de la paix, les droits de l'homme, la citoyenneté et la démocratie dans les systèmes d'éducation formelle, s'appliquait à six pays en situation de conflit ou post-conflit (Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Sierra Leone et Togo). Ceci a abouti à la publication d'un manuel de référence de la CEDEAO concernant l'éducation à la culture de la paix, les droits de l'homme, la citoyenneté, la démocratie et l'intégration régionale. La deuxième phase du projet cherchait à optimiser et diffuser le manuel de référence de la CEDEAO. Le projet a été élargi à l'ensemble des 15 pays de la CEDEAO, élargissant ainsi son champ d'application et le nombre de formateurs formés. Plus de 35000 exemplaires de ce manuel ont été distribués en anglais, français et portugais. Il a également été traduit dans les 30 langues locales de presque tous les pays de la CEDEAO. Huit modules de formation en ligne ont été mis en place pour compléter le manuel de référence. La formation en ligne s'adapte aux objectifs de la formation individuelle dans l'éducation tant formelle qu'informelle, ainsi qu'aux différents niveaux d'enseignement et d'apprentissage.

www.unesco.org/new/en/dakar/education/peace-education/peace-education-project-in-west-africa-reaching-out-to-15-ecowas-countries/

Une tendance émergente en matière de collaboration : les Partenariats publics privés (PPP), qui constituent un arrangement coopératif entre un ou plusieurs acteurs du secteur privé et public. Les partenariats stratégiques ont vu des acteurs étatiques et non étatiques coopérer pour défendre leurs intérêts mutuels. Ces tendances peuvent mettre en œuvre les processus de construction de la paix par le biais de la promotion d'une éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale. Le secteur privé joue un rôle croissant dans le soutien des efforts de construction de la paix dans des zones de conflit et post-conflit, notamment en fournissant une expertise critique, un savoir-faire et le capital. Beaucoup d'entreprises du secteur privé financent des initiatives d'éducation à la paix. Samsung et Comcraft en sont deux bons exemples.

Le renforcement des partenariats et des collaborations au plan institutionnel améliore l'appropriation et le soutien et exploite les capacités locales de construction de la paix. Les échanges au niveau local impliquent une collaboration intersectorielle, et communautaire et des partenariats à travers les divers niveaux d'éducation. La collaboration avec la société civile exploite le soutien de la communauté aux initiatives de paix à travers l'éducation formelle et non formelle dans les établissements d'enseignement de base et supérieur.

Un bon exemple en est la collaboration entre le Center for Conflict and Gender Studies de l'Université de Port Harcourt et une coalition d'OSC appelée Rivers State Conflict Management Alliance (RSCMA), qui montre comment tous deux ont collaboré pour s'attaquer aux questions importantes qui ont été identifiées comme des sources de conflit. Cette expérience illustre le rôle crucial de l'enseignement supérieur dans le soutien aux communautés pour s'attaquer aux situations de conflit. Les résultats montrent comment les universités, en dehors des programmes réguliers d'études sur la paix et les conflits, peuvent contribuer en termes pratiques au développement de systèmes collaboratifs de gestion des conflits qui répondent aux besoins de sécurité des gens.

Universités, Société civile et Gestion des Conflits violents dans le Delta du Niger au Nigeria

Auteur : Prof. Fidelis Allen, Centre for Peace and Gender Studies, Université de Port Harcourt

Le rôle des partenariats entre la communauté et l'école a également été cité dans les différents documents de recherche comme étant essentiel pour la paix communautaire. Les politiques qui encouragent la participation de la communauté dans les activités scolaires et à travers lesquelles l'école peut montrer ses programmes de paix à la communauté élargie devraient être encouragées. Des exemples d'efforts pour favoriser la paix dans les écoles et communiquer avec les communautés incluent les Clubs de la paix du Kenya (Amani). Tirant des leçons de la violence post-élection 2007/2008 au Kenya, où environ 55 pour cent de ceux qui ont commis des violences étaient des jeunes, la Commission d'Intégration et de Cohésion nationale (NCIC), en collaboration avec le Ministère de l'Éducation et d'autres parties prenantes, a créé les "clubs Amani", qui ont contribué à la promotion de la paix parmi les apprenants, les enseignants et les communautés.

Clubs Amani au Kenya

Les clubs Amani veulent encourager à apprécier la diversité en permettant aux étudiants d'apprendre à coexister harmonieusement en dépit de leurs différences ethniques, raciales et religieuses, et enseigner aux enfants et aux jeunes à respecter la diversité d'une société pluraliste. Les clubs Amani encouragent les partenariats entre l'école et la communauté en appliquant des programmes de sensibilisation communautaire qui améliorent la compréhension des apprenants et les échanges avec les communautés.

Les événements incluent des festivités publiques, des réunions publiques, ainsi que des activités de nettoyage qui impliquent des personnes issues de contextes et de statuts différents et encouragent l'unité des participants, le volontariat et les services communautaires, les forums de dialogue, les caravanes de la paix et d'autres. Les clubs ciblent les apprenants dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Les membres du club influencent les autres jeunes, ce qui produit un effet de ricochet qui encourage ensuite la participation des jeunes venant de régions et de comtés différents du pays à se retrouver et à participer à des activités conçues pour promouvoir la diversité, la paix et l'unité nationale. Les clubs ont aidé les écoles à créer et gérer les litiges entre les étudiants, à développer les compétences des apprenants et des enseignants pour comprendre les questions de paix et de cohésion, et ont encouragé une coexistence harmonieuse entre les étudiants et amélioré la confiance des élèves.

<http://cohesion.or.ke/images/downloads/AMANI%20CLUB%20Guidelines4th%20nov.pdf>

Un bon exemple d'initiative favorisant la citoyenneté mondiale à travers des échanges inter-pays est le Ghana-Canada Global Community Service Learning, qui dirige un mode d'enseignement et d'apprentissage mixte, pluridisciplinaire, collaboratif, et des programmes pratiques (Quist, 2013). Il utilise une technologie simple, des stages et une recherche sur le terrain pour offrir aux étudiants et universitaires au Ghana et au Canada l'opportunité d'apprendre les compétences de citoyenneté mondiale, tout en soutenant, inspirant et autonomisant les élèves défavorisés dans les régions rurales du Ghana de manière durable et respectueuse de l'environnement. Les étudiants identifient les problèmes liés à l'environnement auxquels sont confrontées les communautés rurales défavorisées et œuvrent pour les résoudre ou les atténuer.

Projet Citizen Ghana

Project Citizen Ghana vise à former les jeunes à s'engager activement dans les questions importantes qui profiteront aux communautés et à la nation en général. Les élèves sont impliqués dans l'identification et le recueil d'informations sur les problèmes qui demandent des solutions de politique publique dans leurs communautés, ainsi que dans la recherche et la conclusion de solutions alternatives et proposent leurs propres politiques sur la manière dont ces défis pourraient être résolus. L'essence du projet est de permettre aux élèves d'apprendre comment élaborer des politiques publiques pour résoudre les problèmes de la communauté et comment les citoyens peuvent être habilités à suivre et influencer l'élaboration d'une politique publique dans la communauté, et à développer des compétences intellectuelles et participatives qui favorisent une recherche authentique, l'esprit critique, une communication efficace et la pensée réflexive. L'évaluation de l'impact de la mise en œuvre du Projet Citizen Ghana a révélé que la majorité des élèves croyaient pouvoir faire une différence dans leurs communautés. Il a été également constaté qu'à travers la mise en œuvre du projet, les élèves avaient acquis une meilleure compréhension de la politique publique et des défis qui se posent aux décideurs politiques et de la façon dont leur gouvernement travaille. L'étude a également montré que les élèves développent des compétences de communication et de recherche importantes et davantage d'intérêt pour leur démocratie. Il a été également indiqué que la plupart des élèves formés par le projet étaient devenus de bons orateurs publics et que leur niveau de confiance s'était également amélioré.

www.ghanabusinessnews.com/2013/11/04/ncces-project-citizen-ghana-makes-impact-on-youth/

2.5. Questions transversales

a. Technologies d'Information et de Communication

Le potentiel d'utilisation de solutions TIC plus novatrices, rentables et conviviales dans l'éducation pour atteindre tous les groupes de société, notamment les pauvres, ceux dans les zones éloignées et d'autres groupes défavorisés, est devenu de plus en plus une réalité dans le monde entier. En outre, les Technologies d'Information et de Communication (TIC) ont permis d'améliorer le bien-être d'individus et de communautés à risque. Elles ont donné un nouveau sens aux droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression et d'information. Elles ont permis la création de meilleurs mécanismes de communication et de coordination, la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide, ainsi que le développement d'autres outils au service des droits de l'homme et des communautés de paix. La technologie est toutefois à double tranchant par rapport à la construction de la paix. D'une part, elle améliore de façon significative les systèmes d'alerte rapide à tous les niveaux et facilite la prévention, l'atténuation et la gestion des effets de conflit violent. D'autre part, elle peut être utilisée pour encourager et développer des alliances en cas de conflit. Les TIC ont été utilisées, entre autres, dans la construction de la paix pour produire et stocker des données sur l'alerte précoce de signes de conflit, améliorer le suivi et l'évaluation des programmes (par ex. l'utilisation de WhatsApp), développer les capacités, améliorer l'enseignement et l'apprentissage et offrir une plateforme de dialogue et d'échange sur la construction de la paix.

b. Les questions de la jeunesse

Nombre de pays africains ont de fortes populations de jeunes par rapport à leurs populations totales. Depuis la dernière décennie, les chercheurs et les praticiens ont démontré une relation directe entre

une forte population de jeunes et un risque statistique de conflit armé plus élevé¹². Ceci n'est toutefois pas un indicateur fiable, car il y a des pays avec de fortes proportions de jeunes qui ne sont pas entrés dans un conflit ouvert, mais ont retrouvé une stabilité relative. Les exemples africains incluent le Bénin, le Botswana, le Malawi et la Zambie. Le chômage/sous-emploi des jeunes, le manque d'accès à une éducation de qualité, une gouvernance médiocre, les forts niveaux d'inégalité notamment entre les groupes ethniques et le genre sont des facteurs majeurs contribuant aux conflits violents. Il est donc nécessaire de mettre en place des initiatives appropriées pour transformer l'explosion démographique en dividendes pour l'Afrique. Ces interventions pourraient inclure des programmes de formation et d'autonomisation des jeunes, la création d'emplois, des programmes de parrainage et la promotion des compétences entrepreneuriales. Il convient de noter que l'Union africaine a déclaré l'année 2017 'Année de la jeunesse', avec pour thème, "Exploiter le dividende démographique en investissant dans les jeunes".

Pour s'attaquer au défi de l'extrémisme violent chez les jeunes, les jeunes doivent être impliqués dans l'élaboration de la politique, le processus de développement socio-économique et la gouvernance. Ce faisant, les personnes et les institutions peuvent impliquer les jeunes dans la gestion de projet, s'associer à des initiatives menées par les jeunes et faciliter l'inclusion des jeunes dans les processus de consultation nationaux et locaux. Cela peut se faire avec la nouvelle technologie. Les stratégies pour l'implication et la participation des jeunes incluent la représentation de la jeunesse dans les groupements formels et les systèmes politiques, les conseils de jeunes, la gestion de projets d'action locaux, la mise en œuvre de programmes dirigés par les jeunes et le développement des capacités pour l'acquisition des connaissances, compétences et attitudes requises. Cela peut être favorisé tôt par la participation des enfants dans les affaires de gouvernance scolaire. Ces efforts permettront aux jeunes de contribuer et de profiter de communautés et nations plus cohésives, fermes, démocratiques et prospères. Les Gouvernements des enfants et le conseil des élèves dans les écoles kényanes sont un exemple d'initiatives qui peuvent promouvoir des compétences de bonne gouvernance.

Gouvernements des Enfants

Le concept de Gouvernements des Enfants fait partie de l'Initiative des Ecoles amies des enfants qui renforcent les capacités de leadership chez les enfants et les jeunes. Son premier rôle est de promouvoir la sécurité des apprenants. Le programme présente une opportunité pour les élèves d'apprendre l'importance de la participation civique et d'encourager la coexistence pacifique, alors qu'ils sont encore à l'école primaire. Ce modèle de leadership et de stratégie de gouvernance vise à instaurer une éducation à la paix durable en donnant aux élèves une voix dans la gouvernance de leurs écoles. Le système de préfecture est remplacé par une instance représentative composée d'apprenants élus par leurs camarades, pour organiser des activités sociales, curriculaires et co-curriculaires et pour participer à la direction de leur école. Les apprenants ont une voix dans l'administration scolaire, le conseil d'administration et la communauté scolaire par le biais de services éthiques et responsables. Le programme est mis en œuvre par les ministères de l'éducation en collaboration avec l'UNICEF au Kenya.

<http://unicefstories.org/2014/06/16/primary-school-children-in-kenya-become-forces-for-change/>

¹² Anzeng T.F & Yugo T.U. (2013). Document de travail de la Banque africaine de développement, Youth unemployment and political instability in selected developing countries.

c. Questions de parité entre les sexes

Les données montrent que l'incapacité à supprimer des barrières structurelles liées au genre et à s'attaquer à l'inégalité dans les dynamiques du pouvoir peut renforcer les vulnérabilités de la population entière.¹³ L'éducation est plus qu'un service social ; elle développe des identités, influence les normes culturelles et peut jouer un rôle essentiel dans la formation de la compréhension des rôles et responsabilités des hommes et des femmes et dans l'intériorisation pendant l'enfance et l'adolescence de normes positives à l'égard des sexes. Inversement, l'éducation qui légitime des stéréotypes de sexe potentiellement néfastes à un âge précoce peut poser un défi sur le plan de l'accès et la qualité de l'éducation – et peut saper la capacité des garçons et des filles à contribuer à la construction de la paix. Vu la complexité de la relation entre le genre et la construction de la paix, il est impératif d'introduire l'analyse de genre et les stratégies sensibles au genre dans les premiers stades de la planification de l'éducation.

En dépit de l'importance du rôle des femmes dans les efforts de paix, les initiatives d'éducation à la paix ignorent largement les femmes et laissent ainsi passer les avantages potentiels d'éducation à la paix sensible au genre. Les approches transformationnelles de construction de la paix sensibles au genre ont besoin de transcender l'inclusion des femmes et des filles, pour une compréhension et une réponse aux dynamiques des rôles des filles dans les efforts de promotion de la paix et de la sécurité et dans la prise de décision sur la prévention et la résolution de conflit sont donc des initiatives cruciales pour une paix durable. Certaines des meilleures pratiques dans cette zone incluent : une initiative collective de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar (UCAD) ; l'Université pour la Paix (UPEACE) et *Femmes Africa Solidarité (FAS)*, qui a créé un cours de Maîtrise sur le genre et la construction de la paix à l'UCAD pour intégrer le genre dans les opérations de paix en Afrique ; et le cas de la Côte d'Ivoire, où l'éducation DPE est utilisée pour permettre la participation et l'interaction des femmes dans la promotion de communautés pacifiques.

DPE, Femmes et Construction de la Paix en Côte d'Ivoire

Certains pays ont engagé les deux sexes dans l'éducation à la paix. En Côte d'Ivoire, un programme sur l'autonomisation des femmes et la cohésion sociale a été mis en œuvre à travers les services de développement de la petite enfance. Le projet implique la formation de clubs pour la mère et la petite enfance, avec pour objectif d'unir les femmes issues de divers contextes nationaux, ethniques et sociaux autour d'un objectif commun qui est celui du bien-être de leurs enfants. Les femmes se rencontrent dans leurs groupes sociaux pour recevoir une formation dans des domaines comme l'éducation à la paix, l'alphabétisation de base, le calcul, la production de revenus, et la résolution de conflits. Le projet a amélioré les niveaux de confiance entre les femmes, autonomisé les femmes à travers des initiatives de renforcement des capacités, et favorisé la paix dans la communauté.

UNICEF Cote d'Ivoire *"Apprentissage pour la Paix"*.

D'autres interventions basées sur le sexe qui peuvent promouvoir la paix en Afrique incluent l'offre d'opportunités pour les femmes et les filles ; l'exploitation des opportunités offertes par l'éducation dans la période post-conflit pour promouvoir des interventions transformationnelles sur le genre ; et l'assurance de stratégies systémiques et basées sur la classe pour promouvoir des environnements

¹³ Mercy Corps, 'Rethinking Resilience: Prioritizing gender integration to enhance household and community resilience to food insecurity in the Sahel', Mercy Corps, Portland, Ore., 2014.

équitables pour les hommes et les femmes. Ces interventions devraient également s'intéresser à la prévention de la violence basée sur le sexe dans les zones touchées par un conflit.

2.6. Quelques défis dans les initiatives de paix et d'ECM à travers l'éducation.

En ce qui concerne la facilitation des interventions systémiques, on note que les connaissances nécessaires à la vie et l'éducation basée sur la valeur ne sont en général pas priorisées.

Alors que les programmes d'études nationaux contiennent des dispositions pour les réformes de la pédagogie, le renforcement des capacités de l'enseignant et le développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage efficaces pour faciliter l'internalisation des concepts de construction de la paix, des compétences et valeurs, exprimer ces aspirations dans le cadre d'un programme d'études présente des problèmes. Il n'y avait aucune indication de cadres spécifiques pour intégrer les compétences nécessaires à la vie, les valeurs et d'autres domaines en rapport avec la paix et la citoyenneté mondiale. Par conséquent, la majorité des meilleures pratiques dans la paix et l'ECM sont principalement soutenues par l'appui technique et financier des partenaires. Cela pose un défi important sur le plan de la durabilité et de l'exploitation des leçons apprises pour informer la politique et la pratique. On note également que, dans certains cas, il existe une synergie minimale entre les programmes des différents partenaires dans un pays donné.

Le suivi et la mesure de l'impact des interventions de construction de la paix sont une tâche stimulante, car les initiatives se concentrent sur les résultats intangibles tels que les changements dans les relations et les attitudes qui ne se prêtent pas directement à une quantification. En outre, l'évaluation est encore compliquée par le fait que les résultats de la construction de la paix sont essentiellement à long terme, ce qui rend le suivi à court terme et l'évaluation difficiles. Il est également difficile d'isoler l'impact d'interventions spécifiques de construction de la paix basées sur les contextes politiques, économiques et sociaux complexes dans lesquels elles s'inscrivent. Certains pays du PQIP éducation à la paix comme le Kenya et l'Ouganda ont essayé d'introduire un mécanisme de suivi et d'évaluation dans leurs politiques et programmes. Alors que le continent avance vers la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et de l'Agenda de l'éducation 2030, le partage des meilleures pratiques africaines et internationales est essentiel à l'amélioration d'une action collaborative.

3.0. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

3.1. Conclusion

Ce document est une synthèse de la littérature et une étude empirique (qui fournit des cas pratiques et des leçons apprises) sur la construction de la paix et de la citoyenneté mondiale à travers l'éducation car il s'inscrit dans le cadre de la revitalisation de l'éducation dans la perspective de l'Agenda mondial 2030 et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Ce document met en évidence la nécessité d'adopter de manière urgente une approche holistique de l'éducation à la paix et de l'ECM pour faire évoluer l'éducation africaine au-delà du développement socio-économique en y intégrant la responsabilité sociale et la citoyenneté.

Les initiatives de construction de la paix à travers l'éducation exigent un cadre bien défini. Ce document avance l'idée que la vision de la paix et de la citoyenneté mondiale de l'Afrique a besoin d'être soutenue par trois piliers (thèmes) : interventions systémiques (basées sur la politique) ;

interventions basées sur le programme d'études (révision et réforme); et partenariats et collaborations. De plus, ces piliers doivent avoir une fondation solide ou des éléments catalyseurs transversaux pour garantir la concrétisation de la vision.

Les inégalités dans le secteur de l'éducation, fondées sur le genre, la région, la culture ou la religion, augmentent la vulnérabilité au conflit. Ceci est rendu encore plus complexe par les catastrophes. Il est donc nécessaire d'inclure la sensibilité aux conflits et d'intégrer la réduction de risques de catastrophe dans la planification et la programmation de l'éducation.

Les approches institutionnelles d'une éducation basée sur les compétences, qui intègrent des interventions dans la classe et à l'extérieur de la classe et la participation des parties prenantes, peuvent faciliter un changement d'attitude chez les élèves pour aller vers une sensibilisation aux alternatives non violentes et leur adoption.

L'expansion de l'accès à l'éducation sans politiques et interventions adaptées aux enfants vulnérables marginalisés et difficiles à atteindre ne permettra pas de réaliser l'équité et l'inclusion. Ces politiques et interventions devraient influencer le décaissement des subventions par élève.

L'éducation offre une opportunité importante de s'attaquer à la radicalisation et à l'extrémisme violent. La création d'opportunités de dialogues interconfessionnels et la multiplication d'opportunités de participation des jeunes dans la gouvernance sont particulièrement importantes. Renforcer l'éducation religieuse aide les apprenants à mieux comprendre leur foi et intérioriser les principes humains fondamentaux inscrits dans les différentes religions.

Dispenser efficacement une éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale appelle à un changement de paradigme dans l'élaboration du programme d'études, les matériels d'enseignement et d'apprentissage, et la pédagogie. Le programme d'études devrait également exploiter les approches traditionnelles à la construction de la paix dans le contexte communautaire. En outre, le programme d'études fournit une opportunité unique aux apprenants de dialoguer sur l'histoire difficile de leur pays et d'explorer d'éventuelles réponses alternatives aux événements.

Les interventions psychosociales efficaces à travers l'éducation devraient intégrer des interventions au niveau de la communauté/famille, des initiatives sur le bien-être pour s'intéresser aux besoins fondamentaux, améliorer l'environnement d'apprentissage pour le rendre convivial, et diriger ceux qui en ont besoin vers des soins spécialisés.

Les questions transversales comme les Technologies de l'Information et de la Communication et les questions relatives à la jeunesse et au genre devraient également être prises en compte dans les interventions, surtout en partenariat avec d'autres ministères, la société civile et des agences des Nations Unies (NU).

3.2. Recommandations

Les ministères de l'éducation devraient adopter une éducation sensible au conflit par le biais de la planification et de la programmation afin d'exploiter les capacités de l'éducation à promouvoir la paix. Cela réduira également les risques d'investir dans une éducation qui contribue aux conflits. Les interventions spécifiques incluent l'analyse de conflit s'intégrant dans le processus de diagnostic du

secteur de l'éducation, en adoptant des consultations ascendantes et descendantes dans la planification du secteur de l'éducation et le développement d'outils d'évaluation institutionnels.

Vu le lien entre les événements critiques et le conflit, les interventions de réduction des risques de catastrophe doivent être mises en place au niveau de la politique et de l'école. Cela participera à la prévention, l'atténuation et la gestion des catastrophes.

Les établissements d'enseignement à tous les niveaux, notamment les établissements d'enseignement de base, devraient intégrer les principes de sécurité, santé et protection des apprenants en tirant des enseignements d'initiatives telles que le Programme d'Ecoles Amies de l'Enfant. D'autres pays africains devraient imiter le cas de la République Centrafricaine et protéger les écoles de l'attaque et de l'occupation militaire. Les apprenants devraient être protégés de la violence basée sur le genre, souvent commise par les membres de la communauté scolaire. La radicalisation et l'extrémisme violent peuvent être traités par une offre accrue d'éducation religieuse et de programmes ciblés qui favorisent le dialogue interconfessionnel.

En accord avec les engagements pris dans le communiqué du PQIP signé par les Ministres de l'Éducation en Afrique, il incombe aux gouvernements africains de s'assurer que les services d'éducation et les programmes d'études sont culturellement et économiquement pertinents pour les contextes locaux, avec un accent particulier mis sur les minorités, les communautés nomades et autres communautés mobiles, tout en développant des opportunités d'éducation alternative pour les adolescents et les jeunes marginalisés et à risque. De telles opportunités alternatives incluent des programmes d'apprentissage accélérés, une formation professionnelle et technique, une éducation aux compétences nécessaires à la vie et une éducation à la paix et à la citoyenneté mondiale.

Les ministères de l'éducation doivent travailler de concert avec les parties prenantes pour développer des cadres nationaux sur l'intégration de la paix et l'ECM dans le programme d'études afin de faciliter la coordination des partenaires autour des domaines prioritaires.

Cette analyse recommande un changement de paradigme dans le programme d'études pour passer d'un accent sur le contenu à un accent sur les compétences ; de moins d'évaluation de l'apprentissage (sommative) à plus d'évaluation pour l'apprentissage (formative) ; et d'un programme d'études normatif à un programme flexible où les apprenants assument leur apprentissage. Cela doit être soutenu par des manuels interactifs et une pédagogie transformationnelle. L'intégration d'une intervention indigène de construction de la paix indigène fera du programme d'études un programme spécifique au pays. Le programme d'études devrait également permettre "d'affronter une histoire difficile", par exemple, par le biais de l'utilisation de parcs commémoratifs éducatifs pour encourager de vraies discussions sur le passé d'un pays, aussi traumatisant que cela puisse être.

Les ministères doivent exploiter les approches indigènes de la gestion de conflit dans leurs pays et intégrer cette connaissance dans les programmes d'études, du niveau primaire au niveau tertiaire. On peut affronter le passé difficile à travers des sites commémoratifs, en suivant l'exemple du Rwanda.

Pour garantir des interventions durables et harmonisées au niveau national, il est nécessaire d'améliorer les capacités des fonctionnaires de l'éducation pour leur permettre de coordonner et de

forger des partenariats qui restent axés sur les priorités nationales, aux niveaux régional, national et local. Les gouvernements devraient soutenir les initiatives de construction de la paix par le biais d'un financement accru. Il est également nécessaire d'améliorer les capacités des ministères de l'éducation à forger des partenariats pertinents solides dans des initiatives de construction de la paix centrées sur les priorités du pays et élaborées en étroite consultation avec les parties prenantes concernées, notamment les communautés.

BIBLIOGRAPHIE

Pôle de Qualité Inter-Pays sur l'Éducation à la Paix. (2015). Note de politique : Utiliser l'éducation pour promouvoir la paix et contrer la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique, GTGEAP de l'ADEA, Harare, Zimbabwe.

Agenda 2063. (2015). L'Afrique que nous voulons : <http://agenda2063.au.int/fr/>

Anna, S. et Luke, P. (2016). Strengthening education sector planning capacities for conflict and disaster risk management in Uganda.

Baillet, M. C. et Larsen, M.K. (2015). Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016 - 2025 (CESA 16-25).

UNESCO. (2013). Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016 – 2025 UNESCO 2013, Civic Engagement and Social Inclusion of Youth in Indonesia.

Dedy, S. (2010). Psychosocial support for children and youth Approaches of international cooperation in post-conflict countries

Sinclair, M. (2012). Education for Global Citizenship, Education above All, Doha, Qatar

Union Européenne. (2013) Monitoring and Evaluation Framework for Peace-Building, (Cadre de Suivi et d'Évaluation pour la Construction de la Paix) : www.pobal.ie/Publications/Documents/PEACE%20III_Evaluation%20Framework%20for%20Peace-building%20PWC%20SEUPB.pdf.

Epstein, J. L. (2011). School, family, and community partnerships: Preparing educators and improving schools. Boulder, CO: Westview Press.

UNESCO. (2015) Rapport Final du deuxième Forum de l'Unesco sur l'éducation à la citoyenneté mondiale : édifier des sociétés pacifiques et durables

Gavriel, S. (2009). Centre de Recherche sur l'Éducation à la Paix de l'Université de Haïfa, Israël, 2009. Four major challenges facing peace education in regions of intractable conflict, UNESCO Paris.

UNICEF (2014) Gender, Education and Peacebuilding Brief Emerging Issues from "Learning for Peace." http://eccnetwork.net/wp-content/uploads/PBEA-Gender_Advocacy-brief.pdf, UNICEF: Unite For Peace.

UNESCO (2014) Éducation à la citoyenneté mondiale, Préparer les apprenants aux défis du 21^e siècle. UNESCO, France

Huma, H, (2009). Community-based Approaches to Peacebuilding in Conflict-affected and Fragile Contexts. Université de Birmingham, Birmingham, Royaume Uni.

INEE. (2013). INEE guidance note on conflict sensitive education, New York. INEE- International Rescue Committee New York, USA

Interfaith Council on Ethics Education for Children, (2008) Learning to Live Together manual. Arigatou Foundation, Genève

INEE. (2016), Background Paper on Psychosocial Support and Social and Emotional Learning for Children and Youth in Emergency Settings, International Rescue Committee, New York.

République du Kenya, (2008). Kenya Vision 2030, The National Economic Council. Nairobi, Kenya

McGill, M., & O'Kane, C. (2015). Global partnership for children and youth in peacebuilding <https://drive.google.com/file/d/0BxFJ8pAEYyeAWUlKVG95MW1Fc2M/view>.

Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, Kenya. (2016). Situational analysis on emerging forms of violence (unpublished).

Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, Kenya. (2014). The Education Sector Policy on Peace Education. www.globalpartnership.org.

Michael J. Furlong, Erika D. Felix, Jill D. Sharkey, et Jim Larson. (2005). Preventing School Violence: A Plan for Safe and Engaging Schools 107 Disponible sur <http://data.myworld2015.org>.

Nathalie Hyde-Clarke. (2014). Exploring Peace Journalism and Interactive Narratives in Finnish Online Newspapers, Arcada Working Papers.

National Cohesion and Integration Commission, (2014) Amani clubs Guidelines, www.cohesion.or.ke/images/downloads/AMANI%20CLUB%20Guidelines4th%20nov.pdf

Ngware, M. Abuya B., Maurice K. A. Mutisya, Peter Musyoka P et Oketch M. (2013). Quality and Access to Education in Urban Informal Settlements in Kenya, African Population and Health Research Center.

Omeje Kenneth. (2015). Strengthening Peace Research and Peace Education in African Universities African Sociological Review vol. 19.

UNESCO, (2011) Rapport mondial de suivi sur l'EPT : La crise cachée : les conflits armés et l'éducation, UNESCO, France.

UNESCO. (2014). Le Cœur de l'Éducation : Apprendre à Vivre Ensemble, Documents choisis présentés à la 16e Conférence internationale UNESCO-APEID, UNESCO, France.

Union Africaine, (2015) Plan d'action, Deuxième Décennie de l'Éducation pour l'Afrique (2006-2015). www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Dakar/pdf/AU%20SECOND%20DECADE%20N%20EDUCTAION%202006-2015.pdf

Quist-Adade, C. (2013). The Ghana-Canada global community service learning project: Teaching and learning through sharing and praxis. *Theory in Action Journal*, Vol. 6, No. 1.

www.questia.com/library/journal/1P3-3057586141/the-ghana-canada-global-community-service-learning.

Sanders, M. G. (2006). *Building school–community partnerships: Collaboration for student success*. Thousand Oaks, CA: Corwin Press.

Sinclair M. (2013). Learning to Live Together: Building Skills, Values and Attitudes for the Twenty-first Century Injairu Kulundu, personal communication during the Global Citizenship Education Forum.

The Asia and Pacific Regional Bureau’s Education Support Strategy 2014–2021. Learning for Peace and Sustainable Development, Published by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

UNESCO. (2015). Education pour la paix : Planifier la réforme du curriculum – Directives pour intégrer un programme d’éducation pour la paix dans les plans et politiques du secteur de l’éducation.

UNESCO. (2015). Les violences sur le genre en milieu scolaire font obstacle à la réalisation d’une éducation de qualité pour tous : <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002321/232107e.pdf>.

UNESCO. (2015). Le Patrimoine vecteur de paix et de réconciliation : sauvegarde du patrimoine culturel subaquatique de la Première Guerre mondiale : manuel à l’intention des enseignants.

UNICEF. (2016). Gender, education and peace building: Emerging issues from “learning for peace”.

UNICEF. (2015). Learning for Peace, Curriculum, Life Skills and Peacebuilding Education – Promoting Equity and Peacebuilding in South Sudan.

Wanjala S. (2017). Document complet pour la Triennale de l’ADEA - Sous-thème 1 : Qualité, Équité et Apprentissage tout au long de la Vie.



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA)
Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)
Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II, 01 BP 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tél: (+225) 2026.5674 - Email: adea@aafdb.org - Site web: www.adeanet.org

